

# Critique Communiste

revue mensuelle  
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 21

juillet 83 / 12 fr.

## Sommaire

**Le roi Dollar**



**Les propositions  
économiques du CERES**



**Le CERES d'hier... et d'aujourd'hui**



**Le discours du PCF sur sa stratégie**



**REVOLUTION PERMANENTE  
EN AMERIQUE CENTRALE**



**Le «Karl Marx» de Franz Mehring**

**Dossier**

## Editorial

# Le «roi Dollar» impose sa loi

**N**E cherchez pas à savoir pourquoi le dollar monte. Car son mouvement vers le haut s'entretient de lui-même. » En somme, le dollar monte parce qu'il a des vertus ascendantes : voilà ce que le quotidien patronal *les Echos* en est réduit à dire à ses lecteurs pour expliquer les records successifs de la monnaie américaine. Les experts angoissés font les comptes : chaque centime de hausse affaiblit les effets bénéfiques escomptés du plan d'austérité sur le commerce extérieur. Il est désormais quasiment exclu que Delors réussisse à diminuer de moitié le déficit extérieur de la France, comme il l'espérait il y a trois mois. Un nouveau tour de vis va donc être à l'ordre du jour dans les mois qui viennent. Mais d'où vient donc cette mystérieuse fatalité du dollar, qui met tant de bâtons dans les roues du gouvernement ?

Les motifs qu'on invoque généralement pour expliquer la hausse du dollar sont variés : les taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques et le gouvernement US, le déficit budgétaire américain, la récession mondiale, le début de reprise économique aux USA, la personnalité de Paul Volcker (le directeur de la Banque centrale américaine, la FED)...

Tous ces facteurs ont une influence, et nous y reviendrons. Il semble cependant qu'à la racine du phénomène on trouve un motif proprement politique : la confiance retrouvée de la bourgeoisie internationale dans le leadership américain, grâce à l'élection de Ronald Reagan. Le début de l'envolée du dollar coïncide exactement avec l'élection présidentielle de novembre 1980 : de 4 francs au début de cette année, le billet vert passe à 5 francs fin 1980, à 6 francs fin 1981, et à plus de 7,60 francs aujourd'hui.

La bourgeoisie a confiance non seulement parce que Reagan est un idéologue du libéralisme échevelé, mais surtout parce qu'il met en œuvre une politique qui satisfait concrètement ses intérêts, et surtout ceux de sa fraction dominante : la bourgeoisie financière américaine. La volonté politique de celle-ci de restaurer son hégémonie sur l'économie capitaliste internationale se traduit d'abord par une politique planifiée de taux d'intérêt extrêmement élevés. Rendant presque impossible aux entreprises le fait d'emprunter, elle tarit ainsi une source importante de création de monnaie, aggrave la récession, provoque faillites et licenciements en série, et permet de peser sur les salaires grâce à la menace d'un chômage croissant. Doublée d'une diminution importante des dépenses sociales et de la fiscalité, cette politique permet une relance du taux de profit (pour les entreprises survivantes). L'euphorie de Wall Street en témoigne. Cependant, la reprise timide amorcée au début de l'année aux USA ne se confirme pas : la demande des ménages restant faible, la production ne redémarre pas vraiment.

Mais ce « détail » n'empêche pas, pour le moment, les capitalistes du monde entier de tourner des yeux admiratifs vers les USA. Et pas seulement les yeux, mais aussi des capitaux par milliards de dollars. L'inflation ramenée à 1 ou 2 % et le maintien de taux d'intérêt nominaux à 10 % permettent à un capitaliste qui achète des obligations ou des bons du Trésor US de réaliser un bénéfice certain de 8 à 9 %, sans aucun risque et avec une fiscalité favorable. Dans la conjoncture actuelle, c'est une occasion en or face à laquelle aucun « intérêt national » ne pèse un cent pour une bourgeoisie européenne (ou au-

tre). En envoyant leurs capitaux outre Atlantique, les capitalistes français, espagnols ou anglais affaiblissent encore davantage leur propre monnaie. Mais peu leur importe puisqu'ils en font payer le prix à leurs propres travailleurs.

En outre, cet afflux massif de capitaux permet à la bourgeoisie américaine de financer son programme d'armement démesuré. L'Etat trouve facilement à combler son déficit budgétaire en émettant des créances à des taux très élevés. L'énorme déficit budgétaire US pèse ainsi sur les économies du monde entier. Cette politique provoque austérité et chômage dans les métropoles impérialistes, misère et famine dans de nombreux pays du tiers monde.

Ainsi, le dollar exprime et transmet les effets de cette politique vers les bourgeoisies des pays impérialistes de second rang. Europe et Japon principalement. Le franc baisse, mais aussi la lire, la peseta, la couronne suédoise, le franc belge, et même la livre sterling (dans une moindre mesure). Pour ces pays (sauf la Grande-Bretagne), la facture pétrolière doit être réglée en dollars. Elle augmente donc, alors que les exportations de marchandises, souvent réalisées en monnaie nationale, stagnent ou régressent. D'où déséquilibre commercial et nouvelle baisse de la monnaie : en ce sens, on peut dire que « le mouvement s'entretient de lui-même ».

Seuls trois pays tirent leur épingle du jeu : la Suisse, grâce à son rôle de place financière, et surtout l'Allemagne et le Japon. Ces deux derniers peuvent résister à l'offensive US en augmentant leurs exportations grâce à leurs positions de force sur le marché mondial. Depuis deux ans, le mark et le yen sont pratiquement stables par rapport au dollar, c'est-à-dire qu'ils le suivent dans son augmentation par rapport à toutes les autres monnaies. Comme le dit J. Plassard, un expert financier : « *Il n'y a pas de montée du dollar, c'est une illusion d'optique propre aux Français : ce qui caractérise le marché des changes, c'est une stabilité nominale étonnante au moins pour les trois principales monnaies.* »

Ainsi, les USA, qui parviennent à enfoncer les pays endettés du tiers monde dans la récession pour leur faire payer les dettes, et qui imposent au gouvernement français de rentrer dans le rang des gouvernements d'austérité et de chômage, ne réussissent pas à contrecarrer l'offensive commerciale de la RFA et du Japon. Au contraire : le dollar, bien que stable, reste à un niveau très élevé relativement au mark et au yen, et ceci rend les exportations allemandes et japonaises très compétitives sur le marché américain. Ces deux pays n'ont donc guère à se plaindre de la politique de Reagan.

Comment les bourgeoisies à monnaie faible, comme la française, peuvent-elles espérer sortir de cette impasse ? Leur seul espoir : un assouplissement de la politique américaine. Delors espère que, devant la menace d'étouffement de la reprise économique aux USA par la faute des taux d'intérêt exorbitants, le gouvernement américain décide de diminuer ces derniers : alors le dollar baisserait car les capitaux cesseraient d'affluer. L'investissement pourrait redémarrer aux USA et ailleurs, et la reprise s'enclencherait vraiment.

Ce schéma néglige cependant de mentionner quels débouchés nouveaux permettraient une reprise véritable. Certainement pas les exportations vers le tiers monde, saigné à blanc par les dettes, ni les consommateurs au pouvoir d'achat laminé par les politiques d'austérité.

La proposition de Mitterrand d'un nouvel ordre monétaire international n'est qu'une tentative de plus pour amener les USA à renoncer à leur politique et à accepter enfin une saine et juste « coopération monétaire internationale », où les parités entre les monnaies seraient fixées en fonction de critères objectifs représentant « l'intérêt de tous ». C'est ne rien comprendre à la politique acharnée menée par Reagan pour restaurer l'hégémonie américaine ; autant demander poliment au loup de se faire agneau. □

# LES PROPOSITIONS ECONOMIQUES DU CERES

## Une autre politique ?

Michel DUPONT

**D**EPUIS le départ de Jean-Pierre Chevènement et l'adoption du plan Delors d'austérité renforcée, le débat entre courants et sous-courants au sein du PS a brutalement resurgi sur la scène politique avec une vive acuité. Les propos du principal dirigeant du CERES, affirmant que la politique économique actuelle « n'a rien de particulièrement socialiste », l'amènent à poser crûment la question : qu'est-ce qui distingue encore la politique de Mitterrand-Mauroy-Delors des politiques classiques d'austérité menées ailleurs ? Que devrait être une véritable politique « de gauche » aujourd'hui en France ?

Le PS avait fait campagne électorale en 1981 sur le thème de « l'autre politique ». Pouvait-il vraiment en mener une autre ou bien, comme le répètent Mauroy et Delors, aucune alternative ne serait crédible ? Didier Motchane répond clairement : « Il est encore possible à la gauche de faire une politique de gauche. » De là à dire que la politique actuelle est de droite... il y a un pas que le CERES se garde bien de franchir.

Les analyses et propositions économiques les plus détaillées produites publiquement par le CERES sont publiées dans le numéro 2 de la revue *Enjeu*. Sur plusieurs points on peut parfaitement souscrire à la critique vigoureusement menée du plan Delors. Jacques Mazier écrit par exemple : « *Le plan d'action gouvernemental s'inscrit dans la logique des politiques de déflation qui, depuis la fin des années soixante-dix, se sont généralisées dans l'ensemble des pays industrialisés (...): c'est la fameuse "convergence des politiques économiques"* », dont parlait Delors. Les conséquences en sont explicitement dénoncées par Mazier : baisse du pouvoir d'achat, envolée pré-

visible du chômage, relance de l'inflation.

Dans le même numéro d'*Enjeu*, Jacques Jocelyn demande : « *Y-a-t-il une différence substantielle entre le plan de rigueur qui vient d'être adopté et les saignées que les médecins consciencieux, mais inefficaces, du XIX<sup>e</sup> siècle imposaient à leurs patients ? Pas fondamentalement.* » Sans doute piqué au vif par l'accusation indirecte de Delors contre les « économistes de bazar » qui contestent son plan, Jocelyn présente un sombre tableau de la situation à la rentrée : baisse du pouvoir d'achat, inflation autour de 11 %, déficit commercial à peine réduit, consommation et investissement en régression, reprise de la hausse du chômage et de la chute du franc par rapport au mark. Bref, « *le bilan "apparent" sera, dès la rentrée 1983, difficilement supportable et péniblement supporté (...); dès le troisième trimestre 1983, le choix effectué le 25 mars sera donc de nouveau discuté (...); une stratégie délibérément offensive apparaîtra, dès cette date, encore plus évidente* ».

### « Redresser la barre sans Barre »

Aussi le CERES cherche-t-il dès maintenant à peser dans le débat et sur le choix que, d'après lui, Mitterrand sera amené à faire à nouveau avant la fin de l'année. Il faut d'ailleurs noter que la critique est tempérée par des remarques plus positives et « responsables » : « *Tous ceux qui veulent la réussite de la gauche s'emploieront dans la mesure de leurs moyens à ce que le plan Delors atteigne ses objectifs.* » Et de relever les

« points positifs » du plan : « *Il épargne des revenus modestes* » ; « *il n'aggrave pas les charges des entreprises* » ; « *il ouvre la voie à une réforme du financement des allocations familiales...* ».

Sous ce titre évocateur, « Redresser la barre sans Barre », Mazier propose une série de mesures présentées comme alternatives à la politique actuelle. Fort justement, il part du présumé politique selon lequel on ne sortira pas de la crise en « *faisant avaler la potion de l'austérité à un corps social de plus en plus passif et démobilisé* » ; « *une mobilisation est nécessaire* ». Fort bien.

Mais mobilisation de qui et pour quoi ? La réponse est simple : « *à la fois des salariés et du patronat* » : les salariés doivent « *consentir des efforts* » pour « *améliorer la situation financière des entreprises* ». En contrepartie, « *les entreprises doivent se mobiliser davantage tout en acceptant une plus grande participation de la part des travailleurs (sic).* »

● **La relance des profits privés.** Premier axe : il faut absolument « *relancer l'investissement industriel privé* » de façon à éviter une « *coupure entre un secteur public dynamique tourné vers le marché mondial et un secteur privé sur la défensive et en déclin* ». Ainsi, la bienveillance de l'Etat ne doit pas concerner le seul secteur nationalisé qui investit grâce aux subventions publiques. Elle doit également prendre en charge la relance des profits privés. Pour ce faire, « *on peut en particulier penser à un fonds d'épargne-investissement alimenté par des salaires bloqués (sic) et qui servirait à financer en priorité la modernisation des industries de transformation* » (dont la plus grande partie est privée). Il s'agit ici du dispositif proposé par la CFDT, et dont il semble que le gouvernement s'apprête à le rendre obligatoire : blocage des salaires et versement des hausses antérieurement programmées à un « *compte d'épargne-investissement* ». C'est une forme « *améliorée* » de l'annulation pure et simple des revalorisations salariales destinées à compenser la hausse des prix. Le résultat est exactement le même : laminage du pouvoir d'achat et renflouement des profits aujourd'hui très déprimés.

Or, fort curieusement, Mazier déclare quelques lignes plus loin que « *les mesures visant à mettre en cause les mécanismes d'indexation des salaires doivent être combattues avec vigueur* », car il faut maintenir la demande et les revenus des ménages.

Comment bloquer les salaires en maintenant l'indexation ? Comment relancer les investissements privés (et donc d'abord les profits) en garantissant le pouvoir d'achat ? Mazier a résolu la quadrature du cercle en affirmant que le cercle est carré ! Les prises de position du CERES contre l'austérité doivent être comprises comme essentiellement tactiques, les mesures concrètes qu'il propose excluant le maintien du pouvoir d'achat des salaires. Pour trouver les sommes nécessaires à financer la relance de l'investissement privé en ponctionnant les salaires, il est évidemment impossible de se limiter aux revenus « *les plus élevés* », comme fait mine de le croire Mazier.

● **La politique industrielle.** Mais relancer l'investissement n'aurait aucun sens, selon le CERES, si celui-ci n'était pas orienté selon un « *grand dessein national* ». D'où le deuxième axe, la politique industrielle. Celle-ci doit viser, de façon « *contractuelle* », à « *reconstituer une offre compétitive dans des secteurs exagérément pénétrés par les importations* » et à « *favoriser l'offre française* ».

On sait que Chevènement a quitté son ministère de l'Industrie par hostilité à « *l'autonomie de gestion* » des entreprises nationalisées, auxquelles il voulait imposer une cohérence d'ensemble liée aux projets de la politique gouvernementale. Son dirigisme a été clairement rejeté par Mitterrand et la politique industrielle reléguée au magasin des accessoires. Selon le CERES, cette politique dirigiste devrait au contraire être étendue au secteur privé : il faut amener les patrons (les « *entreprises* », dans le langage maintenant adopté par tout le PS), par la négociation et l'incitation, à œuvrer pour « *l'intérêt national* », comme dit Chevènement. Dans l'immédiat, pour « *restaurer la part des profits* », Mazier propose d'opérer « *en direction de la fiscalité directe un transfert des charges sociales pesant actuellement sur les entreprises.* » On rejoint, sur ce point précis, les projets gouvernementaux de fiscalisation des cotisations.

● **Le protectionnisme.** Troisième axe principal qui différencie les propositions du CERES de la politique actuelle : « *Prendre à court terme des mesures conservatoires pour redresser nos échanges extérieurs et relancer l'investissement.* » Environ 25 milliards de francs peuvent être immédiatement économisés en limitant certaines importations (biens de consommation italiens et allemands, élec-

troménager, automobiles), une récente étude de l'INSEE le confirme. Mais ces mesures visent surtout à offrir aux industriels français des perspectives de meilleurs débouchés, donc à les inciter à investir. Il s'agit de protectionnisme au sens propre : protéger certains patrons de la concurrence internationale, en espérant qu'ils en profiteront pour moderniser leurs usines grâce aux profits supplémentaires ainsi offerts.

Outre le fait que ce pari est totalement hasardeux (qui pourra obliger les patrons à investir s'ils n'ont plus de concurrents menaçants ?), rien n'est dit sur la hausse de prix et la baisse de pouvoir d'achat qui en résulterait forcément pour les travailleurs. Le « made in France » est en effet souvent plus cher que le produit importé équivalent...

Pour répondre aux concurrents étrangers qui hurleraient et menaceraient de prendre des mesures de rétorsion, Mazier oppose un argument à première vue intéressant : ces mesures, en définitive, ne réduiront pas plus les importations qu'une politique d'austérité. Ce serait vrai si le pouvoir d'achat était maintenu ! Mais, nous l'avons dit et nous y reviendrons, les propositions du CERES impliquent elles aussi une bonne dose de « rigueur ».

● **La réforme monétaire européenne.** Mazier propose enfin « un aménagement temporaire du système monétaire européen » afin de « desserrer l'étouffement qu'il fait peser sur la gestion de l'économie ». Aujourd'hui, grâce au SME, les monnaies sont accrochées les unes aux autres tels les wagons d'un train, mais roulent à des vitesses différentes : le train se disloque donc régulièrement à l'occasion de grands psychodrames nommés « réajustements monétaires ».

Le CERES suggère des réajustements mensuels et automatiques en fonction des différentiels d'inflation observés, c'est-à-dire en fait un retour — limité dans le temps et sauvant l'apparence du SME — à un flottement généralisé des monnaies. Pour éviter la chute du franc, il faudrait alors « des politiques anti-inflationnistes vigoureuses » basées sur la « remise en cause des rentes de situation » et un « contrôle des prix et des revenus dans les secteurs des services et des commerces ».

● **Un « grand dessein national ».** Selon F. Renard du *Monde*, le contre-plan de Chevènement est « en opposition totale avec la politique officielle ». Il s'agit là d'une exagération manifeste ; le CERES et Delors sont d'accord sur

de nombreux points dont un essentiel : le but de la politique économique gouvernementale doit être la relance de l'accumulation capitaliste par la hausse des profits, relance « supportée par l'ensemble de la collectivité et en premier lieu les travailleurs » (Mazier). Parmi les autres points, on peut noter une acceptation plus ou moins voilée du chômage (« On ne peut se cacher que l'évolution du marché à moyen terme ne sera pas favorable malgré la volonté (du CERES, NDLR) de préserver un certain rythme de croissance », Mazier), de la baisse du pouvoir d'achat, de la fiscalisation des cotisations sociales, de la création des fonds d'épargne-investissement à l'aide du blocage des salaires.

Les divergences portent principalement sur la nécessité d'une politique industrielle active et d'un protectionnisme déclaré, Delors préférant la « libre initiative des entreprises » et le « libre échange » intégral.

Pour être circonscrits, ces désaccords n'en restent pas moins importants. Alors que Delors mise sur le strict respect des lois du marché, le CERES voudrait forcer la main au système capitaliste et le faire marcher malgré lui. Mais ce qui caractérise surtout la démarche du CERES, au-delà de ses propositions économiques, c'est l'appel incantatoire au volontarisme, à l'effort, au « rassemblement national », à « l'ambition » contre la « résignation et l'illusion », comme l'écrivait Chevènement dans la série d'articles qu'il publia dans le *Monde* des 10 et 11 mars derniers. Ce discours abandonne le terrain de la lutte de classes pour sombrer dans le nationalisme le plus plat.

## Une politique alternative ?

Mais si on laisse de côté le discours, restent plusieurs propositions qui peuvent influencer éventuellement les choix de Mitterrand en cas d'aggravation spectaculaire de la situation : blocage des prix des services, des salaires, les mesures protectionnistes, ou même en dernière extrémité la sortie du SME. C'est là que les dirigeants du CERES semblent ignorer les conséquences probables de leurs propositions.

Il est clair que les partenaires européens de la France n'ont aucun intérêt à maintenir la fiction de SME que propose le CERES : cela signifierait pour eux qu'ils cautionnent une

politique avec laquelle ils ne peuvent certainement pas sympathiser et que, par exemple, la Bundesbank accepte de soutenir le franc pendant que la France restreint ses importations d'Allemagne... La fonction politique du SME est de garantir une cohérence des politiques économique européennes. La remettre en cause créerait une situation dont la seule issue serait alors la sortie du SME et le flottement du franc.

Mais respecter les règles du jeu capitaliste, l'initiative privée et la circulation libre des capitaux (que le CERES ne remet plus jamais en cause) oblige alors à payer le prix fort : comme le dit Renard dans l'article du *Monde* déjà cité, « réussir le flottement du franc implique, comme par exemple pour M. Barre, le rétablissement de la confiance des milieux financiers internationaux dans la politique française, confiance que susciterait seulement un plan d'austérité encore plus sauvage que l'actuel ». C'est très exactement l'argument du PCF contre la sortie du SME : comme l'écrit Bernard Marx dans *Economie et Politique* de mai 1983, « quelles seraient alors les mesures d'accompagnement d'une sortie du SME pour empêcher la chute du franc et éviter que la spéculation ne s'enflamme ? Ne risquerait-on pas alors de voir se durcir l'attaque contre les salaires,

*les prestations sociales et la consommation, sous le prétexte qu'il faudrait réduire encore plus vite l'inflation et le déficit extérieur pour faire flotter le franc dans de bonnes conditions ? ».*

Inutile de dire que le PC n'envisage pas une seconde des mesures radicales comme la centralisation et le monopole du commerce extérieur, des flux de capitaux, des banques, l'inconvertibilité du franc, mesures qui accompagneraient et exprimeraient une rupture politique et économique avec la bourgeoisie et les lois du profit. Mais sur la base du respect dévoué de ces lois, les craintes du PC sont parfaitement fondées. Les conséquences du « contre-plan » du CERES risqueraient d'être si dures qu'on ne voit pas bien quelles forces sociales en France pourraient appuyer ce projet, ni qui se mobiliseraient pour le défendre contre la droite et le grand capital, lesquels ne feront de toute façon jamais confiance au CERES pour mener leurs affaires.

Voilà bien le nœud de la contradiction qui sape la base du gouvernement actuel, et que l'application du « contre-plan » du CERES aggraverait considérablement : comment associer les travailleurs et conserver leur soutien à une politique de restauration des profits, d'austérité et de chômage, tout en se heurtant en per-

manence à une bourgeoisie revancharde qui radicalise de plus en plus ses alliés ? Delors et Mitterrand misent sur l'idéologie de la fatalité de la crise et de l'effort acceptable grâce à la « justice sociale » ; Chevènement croit que seule l'idéologie nationaliste serait assez puissante pour à la fois faire accepter par la classe ouvrière les impératifs capitalistes et limiter les prétentions politiques de la bourgeoisie.

Il n'est pas exclu que Mitterrand ne finisse pas par jouer également sur ce registre, et ne reprenne certaines propositions du CERES. Le fait qu'il ait dit, à la télévision début juin, qu'« aucune autre politique ne dispenserait les Français de l'effort », a été généralement interprété comme un soutien sans faille à l'austérité-Delors. Mitterrand est assez familier du double langage pour que les dirigeants du CERES, ainsi que certains mitterrandistes qui, tels Joxe ou Goux, critiquent ouvertement Delors, aient pu comprendre qu'une autre forme d'austérité plus présentable (bien que plus dure encore) était envisageable. Il faudrait cependant une aggravation dramatique de la situation économique pour qu'on y vienne — tant les risques sont élevés — sans parler des terribles contradictions politiques que ferait éclater un tel tournant à l'intérieur de la majorité. □

## Un numéro spécial de « Critique communiste » sur Marx

- Après une interruption en août, « Critique communiste » reparaitra en septembre.
- En septembre également paraîtra un numéro spécial sur Marx, comprenant de nombreuses contributions. Ce numéro sera livré aux abonnés et, par ailleurs, mis en vente.

## ITINERAIRE

# Le CERES d'hier... et d'aujourd'hui

Antoine ARTOUS

**L**E CERES a été l'un des premiers courants du PS à ouvrir le débat sur le bilan de deux ans de politique du gouvernement et sur son orientation actuelle. La bataille que mènent ses dirigeants est faite de propositions économiques immédiates, que l'article qui précède vient d'analyser. Mais elle se veut plus générale, comme le prouve la sortie du livre *« le Socialisme et la France »*, qui traite de l'ensemble des problèmes posés par l'accession de la gauche au pouvoir.

Les animateurs du CERES reprochent souvent à Delors de défendre une politique qui va à l'opposé du *Projet socialiste*. Mettre en relation la situation actuelle et le programme que défendait le PS avant 1981 n'est pas une mauvaise méthode. Mais elle doit valoir pour le gouvernement comme... pour le CERES. D'autant que, dans son livre, ce courant ne prend pas de gants pour juger les autres :

*« Vague après vague, nous avons vu passer tout cela, la marée s'achever comme chaque fois en écume, et la mode, oublieuse, choisir d'autres objets. Une seule action pendant toute cette période n'a pas été vaine, a été autre chose qu'une dilapidation frénétique de courage et de bonnes volontés : celle qui va de la campagne présidentielle de 1965 à celle de 1981, en passant par le congrès d'Épinay et le congrès de Metz. Tout le reste est littérature, assez médiocre au demeurant(1) ».*

Cette mémoire vigilante, le CERES la fait-il fonctionner également pour lui-même ?

Il est vrai que le CERES a toujours eu la volonté d'éclairer les batailles tactiques — et leurs aléas —

menées au sein du PS par un projet sans cesse répété :

*« Dans notre esprit il ne s'agit pas de rééditer l'expérience des démocraties populaires. Il ne s'agit pas davantage de copier le modèle suédois. Non plus d'instaurer l'anarchie ou même le règne absolu des « conseils ». Il s'agit de construire autant que possible par la voie démocratique quelque chose qui nous rappelle que le socialisme c'est d'abord une libération c'est-à-dire la démocratie socialiste (2). »*

D'après ses propres écrits, l'essentiel de son combat a consisté à arracher le socialisme français aux tentations ou dérives social-démocrates, pour, au travers d'une dynamique d'unité d'action avec le PC, briser aussi le stalinisme, reconstruire un mouvement ouvrier débarrassé de la scission de 1920 et capable de lutter pour le socialisme.

## La rupture

Ce qui, dans cet article, nous intéresse plus, c'est la stratégie politique défendue : l'idée de « rupture avec le capitalisme » que le CERES considère comme son apport, et lui permet d'expliquer que le PS n'est pas un parti social-démocrate comme les autres car il a adopté cette notion au congrès d'Épinay en 1971.

Dans la vision traditionnelle du CERES, la « rupture » ne se réduisait pas à la prise du pouvoir politique. Celle-ci n'était qu'un premier pas :

*« Contrôler le gouvernement, ce n'est pas prendre le pouvoir. L'occupation des instances de pouvoir politique (assemblées, gouvernement) par les partis de gauche et l'application des*

1. Jacques Mandrin, *« le Socialisme et la France »*. Éditions le Sycomore, p. 29.

2. *« Le CERES par lui-même »*, éditions Christian Bourgois, p. 53.

mesures anticapitalistes contenues dans le Programme commun ne suffiront pas, en elles-mêmes, à résoudre les problèmes posés par la prise en main de l'appareil d'Etat, condition préalable de sa transformation.

« Dans la période de transition, les capacités d'initiative autonome des masses connaissent un large développement. Hors du cadre des institutions actuelles, et à côté des partis et des syndicats, des organisations unitaires de masse nées de la lutte (conseils d'atelier, d'usine, de quartier) verront le jour (...)

« Contrôle ouvrier et populaire, mobilisation de masse et action gouvernementale dialectiquement articulées caractérisent l'avancée du mouvement ouvrier vers la réalisation du socialisme autogestionnaire (3). »

Du point de vue plus strictement économique, le CERES met l'accent sur les nationalisations :

« La prise du pouvoir et l'abolition de la propriété privée des moyens de production n'en sont pas moins des points de passage obligés du socialisme. (...) Les nationalisations sont une des conditions préalables de la transformation socialiste des rapports de production. Elles sont aussi un des moyens de garantir une planification effective de l'économie. Mais, comme la conquête du gouvernement, elles n'ouvrent la voie du socialisme que dans la mesure où elles peuvent servir d'appui au développement du contrôle des travailleurs dans l'entreprise et une transformation en profondeur de l'appareil d'Etat, au niveau des mentalités comme à celui des institutions. Réciproquement, comme le prévoit expressément le Programme commun, c'est de la progression du contrôle ouvrier qu'il faut attendre une généralisation de l'expropriation du capital (4)... »

A cette logique de rupture, de développement du contrôle et des nationalisations, le CERES essayait d'articuler un autre thème : la lutte pour l'indépendance nationale qui irait de pair avec la lutte pour le socialisme. Chevènement est celui qui, dans ses écrits, a systématisé le plus cette orientation. Fasciné par le gaullisme, il écrivait en 1977 : « Il n'est pas indifférent de méditer les raisons de l'échec du gaullisme industriel. Dans le capitalisme français d'aujourd'hui on peut distinguer deux fractions que j'appellerais sommairement le capitalisme hexagonal et le capitalisme du grand large.... C'est ce capitalisme hexagonal qui a constitué la base économique du gaullisme et c'est ce rétrécissement continu qui explique son naufrage (5). » Certes, Chevènement expliquait que,

contrairement aux pays du tiers monde, une telle « bourgeoisie nationale » ne jouerait pas forcément un rôle progressiste. Il critiquait la stratégie de « démocratie avancée » et « d'union du peuple de France », préconisée par le PCF.

Reste qu'en juxtaposant systématiquement la « rupture » et l'idée d'un développement économique « national » situé à mi-chemin entre la remise en cause de la division internationale du travail imposés par les USA et le socialisme, le CERES ouvrait la porte à un discours qui aujourd'hui apparaît dans sa vérité crue : « le volontarisme industriel » sans la « rupture ». Chevènement annonçait déjà la couleur en 1979 : « Qui ne voit pas que pour créer de nouvelles richesses sur le sol national il faut des décisions en matière d'investissement ou de marchés que la puissance publique, dans l'état actuel des choses, n'est pas armée pour prendre. Les groupes japonais, formidablement intégrés, ont su développer à domicile toutes les productions intermédiaires ou finies dont leur industrie a besoin. En France demain il faudra créer une industrie de la machine-outil, diversifier vers le haut la gamme de nos produits, sans pour autant nous abstraire du marché mondial. Seul un puissant secteur public doté dans son action de cette cohérence qui procède d'un plan national, c'est-à-dire en dernier ressort d'une volonté politique à long terme, peut permettre à notre pays d'échapper progressivement à la logique du démantèlement dont le capitalisme multinational est porteur »(6). Déjà, à côté d'un discours « gauche », il affirmait la fascination pour un « modèle japonais » qui a pourtant peu à voir avec le socialisme...

## Le compromis

Avant le 10 mai 1981, le PS et le CERES défendaient donc la « rupture ». Le congrès du parti qui se tint à Valence la fin de la même année remplaça cette notion par celle de « compromis ». Il ne faut pas avoir beaucoup de recul pour se rendre compte qu'il s'agissait, pour la direction et le gouvernement, de justifier la ligne de concessions et de compromis avec le CNPF dont les conséquences commencent à les secouer fortement. Le CERES soutint cette ligne de « compromis » et l'on se souvient que l'intervention de Chevènement au congrès fit quelque bruit. Il y expliquait que les militants du PS

n'avaient pas à avoir peur d'être traités de godillots du gouvernement !

On peut s'étonner de la légèreté avec laquelle les auteurs du *Socialisme et la France* traitent de cette question, eux qui exigent tant de rigueur des autres tout au long de leur livre : « L'appréciation des rapports de forces a conduit (les socialistes) à proposer, au lendemain du 10 mai, la notion de compromis social mis en valeur au congrès de Valence (7). » Le CERES nous avait habitué à préciser longuement ce qu'il entendait par « rupture ». Pour le « compromis », l'élaboration est moins travaillée : « Cette idée simple qu'il faut éviter de coaliser tout le monde en même temps contre soi et de transformer sans nécessité tous les adversaires potentiels en adversaires déclarés (...). User du compromis, procéder par étapes et éviter de transformer tous les adversaires potentiels en ennemis déclarés n'implique pas que l'on fasse le pari stupide de se concilier tout le monde à la fois (8) ». Inutile d'insister : nos auteurs n'ont visiblement aucune envie de traiter la question.

Ils en évacuent aussi rapidement une autre : l'actualité du socialisme. Dans une contribution pour le congrès de Valence, les dirigeants du CERES écrivaient : « L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République n'a pas mis immédiatement le socialisme à l'ordre du jour. Mais elle met les socialistes au pied du mur... Seront-ils capables, avec leur parti, de s'en servir, pour orienter l'évolution du rapport des forces sociales dans le sens de leur projet, pour créer les conditions d'un passage au socialisme ? Ils ont quelques années pour le faire (9). » Comme personne ne reprochait à Mitterrand d'avoir refusé de proclamer la « République socialiste française » au lendemain de son élection, ces phrases pouvaient passer inaperçues.

Mais les auteurs du *Socialisme et la France* insistent : « Nous n'avons pas toujours pensé cela, toujours dit que "le socialisme n'était pas à l'ordre du jour". Sans doute. Et puis après ? (...) Sommes-nous en train de réaliser, sans que personne ne s'en soit aperçu, la révolution socialiste ? Il ne semble pas. Avons-nous engagé un processus de transition conduisant inévitablement, selon des schémas éprouvés et des exemples bien connus, à la construction rapide d'une société socialiste ? Ce n'est pas certain (10). » Voilà comment les dirigeants « historiques » du CERES règlent le compte, en quelques lignes, à ce qui fut le fondement de leur stratégie durant des années, et qui aurait dû être réactualisé par la victoire de la gauche. Décidément, les

dirigeants du CERES sont comme les autres dirigeants sociaux-démocrates : une fois au pouvoir, ils oublient vite le « passé »...

Le CERES ne manque pas de justifier l'abandon de ses positions passées : « *Sortir seuls du capitalisme en crise, c'est s'illusionner complètement sur notre marge de manœuvre dans le monde, compte tenu du rapport de forces interne. Comment pourrions-nous réaliser le socialisme en France, alors qu'il n'en serait question ni en Allemagne, ni en Italie, ni bien sûr en Espagne, ni en Grande-Bretagne, ni aux Etats-Unis... Qu'est-ce que cela voudrait dire ? Il y a là une réflexion fondamentale pour notre avenir. Et une série d'interrogations qui sont celles de tous les socialistes* (11)... »

Dans ces quelques lignes, nos auteurs font leurs des arguments qu'ils avaient maintes fois réfutés dans le passé, en expliquant qu'il ne s'agissait pas de construire le socialisme « seul », mais de miser sur l'impact que pourrait avoir — au niveau européen, comme au niveau mondial — un processus de « rupture » en France. En quoi la situation est-elle radicalement différente, par exemple de l'après-1978 ? A cette époque, marquée par l'échec aux élections législatives qui avaient suivi la rupture de l'Union de la gauche, les dirigeants du CERES réaffirmaient haut et fort la validité de leur stratégie. Chevénement posait la question : « *La sortie socialiste de la crise est-elle encore possible ?* » Il répondait par l'affirmative : les conditions « *rendent encore possible dans les prochaines années la stratégie de rupture avec le capitalisme que le Parti socialiste, en cela tout simplement fidèle à sa vocation, avait proclamée en 1971 à son congrès d'Epinay. Non seulement cette stratégie reste possible, mais elle deviendra de plus en plus nécessaire, au fur et à mesure que nous nous enfoncerons dans l'ornière dont seule une puissante secousse pourra encore nous sortir* (12) ».

L'accentuation de la crise, que le CERES a toujours caractérisée comme une crise du capitalisme, ne peut être un argument pour justifier le rejet de la perspective d'une « sortie socialiste ». Au contraire, cette accentuation ôte toute marge de manœuvre pour une politique « social-démocrate classique ». Entre la gestion de la crise sur le dos des travailleurs et une politique de « rupture », il n'existe pas de voie intermédiaire. C'est ce que le bilan de la politique du gouvernement depuis deux ans est en train de prouver.

Les signataires de la contribution du CERES au congrès de Valence

avancent une argumentation plus conjoncturelle : « *Voici, en 1981, un changement politique immense et qui, pourtant, n'aura été en apparence préparé par aucun mouvement social de grande ampleur. (...) Le slogan "on a gagné" est plus proche d'une finale de rugby que d'un mot d'ordre politique. Il reflète bien le décalage entre la portée de l'événement et la relative, mais provisoire, passivité des masses.* »

Ce constat partiellement juste établit certes une différence avec, par exemple, la victoire du Front populaire en 1936. Encore faudrait-il expliquer que cet « attentisme » provisoire est aussi le produit de la politique de cassage des luttes puis de division menée par les directions du PS et du PC bien des années avant la victoire de Mitterrand. Mais les mêmes signataires poursuivent : « *Jamais ainsi, depuis 1936, le patronat n'a eu les coudées aussi franches : entre 1979 et 1980, le nombre des luttes revendicatives a diminué de moitié.* » On se demande si l'on rêve !

Il y a eu certes un tassement des luttes, dans les années précédant la victoire de Mitterrand, qui peut expliquer cette absence de dynamique sociale immédiate au lendemain des élections. En conclure que jamais « *depuis 1936, le patronat n'a eu les coudées aussi franches* » relève du délire... Comment, si le rapport de forces social était aussi dégradé, le PS et le PC auraient-ils établi un rapport de forces électoral aussi important ? Nos signataires sont d'ailleurs si peu convaincus de la chose que, quelques lignes plus loin, ils donnent une affirmation plus pertinente : « *L'événement politique du 10 mai peut être l'accélérateur de mouvements populaires transformateurs* » Ce qui remet sur pied les responsabilités : le développement des mouvements sociaux est aussi fonction de la politique que mène la gauche. Commentant l'échec des législatives de 1978, le CERES avait tenté de procéder de cette façon : « *L'échec n'est pas seulement le produit de la désunion, mais aussi de la démission qui l'a permise (...) Le Parti socialiste n'a pas su être le moteur de l'union, sa direction a émoussé le tranchant anticapitaliste du Programme commun, elle a noyé les exigences réelles de la lutte de classes* (13). »

Mais visiblement, les dirigeants du CERES ne sont plus prêts, dans la situation actuelle, à mettre en relation la mobilisation des masses et la politique du PS et du PC. Ils préfèrent photographier — et encore mal — la situation pour tenter d'y trouver la justification de l'abandon d'une orientation, la « rupture », qu'ils ont pour-

3. Idem, p. 50.

4. J.-P. Chevénement, « les Communistes, les socialistes et les autres », Aubier-Montaigne, p. 318.

5. « Le CERES par lui-même », p. 207.

6. « Le Socialisme et la France », p. 98.

7. Idem, p. 98.

8. « Le Poing et la rose », bulletin de discussion du PS préparatoire au congrès de Valence.

9. « Le Socialisme et la France », p. 119.

10. Idem, p. 118.

11. J.-P. Chevénement, « Etre socialiste aujourd'hui », 1979, Cana, p. 119.

12. « Le Socialisme et la France », p. 179.

13. Idem, p. 183.

tant prétendu défendre de longues années. Sans trop s'attarder sur le sujet d'ailleurs, tant l'argumentation est faible.

## Transformer les ministères

Une des premières conséquences est la relativisation complète par le CERES des mouvements de masse et de leur dynamique propre, dans le processus de transformation de la société. Alors que, dans le passé, comme nous l'avons vu, cette place était décisive, elle se réduit dans le *Socialisme et la France* (comme dans d'autres textes) à quelques coups de chapeau : « C'est bien de l'intervention des travailleurs eux-mêmes, et de leurs organisations syndicales sur les lieux de travail, dans le cadre de la production, que dépend en dernière instance l'évolution du rapport de forces, plus que d'un redoublement des efforts de l'Etat. »

Mais bien vite nos auteurs exposent leur véritable pensée : « Certains pouvaient rêver de susciter des mécontentements, même de gauche, pour construire une stratégie de mobilisation complémentaire de la politique mise en œuvre par le gouvernement. Stratégie illusoire : au contraire, il s'agissait de faire la part de ces mécontentements, de casser l'unification des corporatismes. La mobilisation, c'est surtout l'expression et la prise en compte des aspirations des travailleurs, la reprise de ces aspirations dans les projets gouvernementaux, y compris dans ses projets industriels. Dans cet esprit, le colloque de la Recherche a permis de montrer comment tout un secteur pouvait être mobilisé. L'expérience peut être reprise (14). »

Il est bien passé le temps où le CERES écrivait que « le contrôle ouvrier est un instrument que le pouvoir d'Etat doit donner aux mains d'un gouvernement d'unité populaire ». A présent, les « projets industriels » et les colloques viennent à la place de la « rupture » et de la mobilisation pour le contrôle ouvrier !

Le CERES aborde dès lors la question de l'Etat dans une optique des plus technocratiques. Il n'envisage plus la transformation de cet appareil hors de points d'appui qui lui soient extérieurs, mobilisation, nouvelles formes de pouvoir populaire. Son attitude à l'égard des hauts cadres giscardiens de l'Etat — opposée à ceux qui à Valence parlaient de faire tomber des têtes — est significati-

ve : « Le changement des hauts fonctionnaires est un problème réel, mais subordonné. Les réponses adaptées découleront dans le cadre d'un changement des méthodes d'élaboration et d'application de la politique gouvernementale, du mode d'articulation entre le pouvoir politique et l'appareil administratif (...). Rejeter les responsabilités sur les prétendus "sabotages" est toujours un signe d'impuissance. Lorsqu'on sait ce qu'on veut, et qu'on sait commander, on se fait obéir (15). »

Les auteurs du *Socialisme et la France* prétendent aller au fond du problème : « Après tant d'années de règne de la droite, un mode de légitimation dominante s'est imposé à la pratique administrative, qui se prétend fondée non sur la volonté politique mais sur la logique économique... Cette autorité de l'économie comme puissance de légitimation marque directement, on le sait, l'organisation et les hiérarchies internes à l'Etat. » L'analyse se veut rigoureuse, le vocabulaire aidant. La conclusion est moins glorieuse : « En particulier, la tutelle tentaculaire exercée par les services des Finances et du Budget implique la subordination des autres secteurs (16). » Voilà nos anciens chantres de la rupture, des nouvelles formes de pouvoir produites par la mobilisation des travailleurs réduits — après quelques discours de méthode — à proposer une définition nouvelle des ministères et à pleurnicher sur les pouvoirs et moyens insuffisants dont disposait Chevènement dans son ministère de l'Industrie...

## La République moderne

Quand la « rupture » défendue dans les textes passés devient de l'ordre des souvenirs, quand les masses n'occupent pas la rue et quand on ne se donne pas beaucoup de mal pour les mobiliser, il reste l'appareil d'Etat — ou du moins le gouvernement — que l'on occupe : face à la crise, le recours ne vient pas des luttes de classe mais « du volontarisme industriel ». Dans le *Socialisme et la France*, la politique du ci-devant ministre Chevènement est présentée comme l'illustration exemplaire des idées défendues actuellement par le CERES. Voyons de plus près.

Introduisant un colloque en novembre 1982, l'ex ministre de la Recherche et de l'Industrie partait d'un constat : « Ballotée de choc pétrolier en hausse du dollar, l'économie française,

depuis dix ans, a laissé se disloquer une part importante de son tissu industriel, tombant ainsi dans une dépendance accrue. A la source de cette situation, une grave erreur d'analyse. En matière de politique industrielle, cela s'est appelé la politique des "créneaux" (...). C'est dans cette perspective que s'est inscrit le déclin matériel de notre industrie. Dix ans encore et ce serait la fin de la France (17). »

La politique des « créneaux », c'est celle de Giscard et Barre qui, au lieu de défendre une « indépendance industrielle » se sont complètement adaptés à la nouvelle division capitaliste du travail en s'appuyant sur certains secteurs compétitifs, quitte à démanteler des pans entiers de l'économie française.

Mais la solution avancée par Chevènement est bien loin de la « rupture » : « Il faut réconcilier les Français avec leur industrie. Nous subissons aujourd'hui encore le poids d'une tradition contre-industrielle vieille de plusieurs siècles : ancien fond catholique qui condamne le profit et l'argent, valeurs aristocratiques, antitechniciennes et anticommerçantes, tropismes d'une bourgeoisie de rentiers et de fonctionnaires plus que d'entrepreneurs, on a tout dit sur cette "idéologie française" qui habille l'inégalité et l'antagonisme de classe. Des ingénieurs saint-simoniens à l'impératif industriel pompidolien, on compte et l'on mesure les tentatives pour s'arracher à cette tradition rétrograde. Autant de sursauts qui n'ont pas permis d'effacer la coupure de classe qui divise le monde industriel, tant il est vrai que le mouvement d'en haut est impuissant s'il ne rencontre pas le mouvement d'en bas (18). »

Voilà qui éclaire d'une étrange façon ce que les dirigeants du CERES appellent « la révolution culturelle », les transformations des mentalités ! La ligne définie ainsi par Chevènement ne souffre pas d'ambiguïté : il s'agit de reconstruire une économie nationale que Giscard avait commencé à démanteler, d'essayer de définir une voie nationale pour le développement d'une industrie qui ne cesse pas d'être capitaliste. S'il faut chercher une divergence entre Chevènement et Delors, c'est à ce niveau qu'elle se situe : l'ancien ministre de l'Industrie pense que pour relancer l'économie capitaliste française, il faut donner un rôle important au secteur public, définir un projet industriel « volontariste », remettre en cause certains aspects de la division internationale du travail imposée par le USA et les multinationales. Mais les questions essentielles passent à la trappe. Qu'est devenue dans cette controverse la ré-

férence à la défense des intérêts des travailleurs et à un mode de développement qui se fasse en fonction des besoins sociaux et non du profit ?

On comprend que, dans ces conditions, l'horizon du socialisme disparaisse et que Chevènement fixe un nouvel objectif : construire la « République moderne », qui ressemble comme une sœur à la « démocratie avancée » que défendait auparavant le PC et qui était fermement critiquée naguère... par le CERES. Les auteurs du *Socialisme et la France*, eux aussi, cherchent des références : « *Le vrai modèle, ce n'était pas 1936 ou le cartel des gauches, c'était la fondation, l'enracinement de la République, aux origines de la III<sup>e</sup> ; lorsque, en vingt ans, à partir d'un vote acquis on s'en souvient à une voix de majorité, par la conviction, l'éducation, l'organisation, l'entraînement de l'exemple et la démonstration des changements possibles, naquit une nation de républicains, qui n'existait pas au départ* (19). »

La boucle est bouclée. Les chantres de la rupture et de la transition au socialisme sont obligés, pour tenter de justifier leur politique actuelle, de construire au bas d'une page, en quelques lignes de bricolage idéologique, un nouveau « modèle ». Peut-être faut-il rappeler que la III<sup>e</sup> République s'est construite sur les cendres de la Commune de Paris, et ce que le CERES lui-même en disait en 1977 : « *L'alliance entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie a établi le fondement social du pouvoir politique sous la III<sup>e</sup> République et encore largement sous la IV<sup>e</sup> République. Le pouvoir gouvernemental agissait en fonction des intérêts de la grande industrie et des groupes bancaires, tout en préservant ceux, non fondamentalement contradictoires pour la période considérée, des couches petites-bourgeoises* (20). » Mais les dirigeants du CERES ont bien vite oublié ce qu'ils écrivaient hier...

Il ne faut donc pas s'étonner qu'une telle orientation débouche directement sur un appel à l'union nationale pour la défense de l'industrie française. Dans le passé, le CERES nous avait habitué à être cocardier, tout en précisant qu'il fallait surtout voir là une volonté politique de reprendre en charge une tradition du mouvement ouvrier français qui a souvent lié lutte pour le socialisme et lutte pour l'indépendance nationale. Mais la chose, comme nous venons de le voir, s'est précisée : traduit au plan économique, cet appel à l'indépendance nationale veut tout simplement dire que les travailleurs doivent serrer les coudes derrière les patrons français.

Comme d'habitude, c'est Chevènement qui s'exprime le plus crûment : « *Les industriels, par profession, sont plutôt courageux et dynamiques. Je vois beaucoup d'entrepreneurs entreprenants. L'esprit d'entreprise, c'est une nouvelle frontière de la société. Cette dimension, la gauche n'en a pas pris suffisamment la mesure dans le passé. Il n'est pas indifférent que ce soit moi qui le dise. Or, la cellule de l'activité économique est l'entreprise, ceux qui la font vivre et prospérer : salariés, cadres, dirigeants* (21). »

On comprend mieux pourquoi — comme le montre l'article qui précède — les propositions actuelles du CERES ne sont en rien une rupture fondamentale avec la politique de Delors. Elles sont simplement une autre réponse à la même question : comment sortir de la crise sans sortir du capitalisme ? Donc comment gérer la crise.

Ce n'est pas tant à Chevènement d'expliquer à Delors qu'il ne mène pas une politique socialiste, mais aux militants du CERES de demander à leurs dirigeants ce qu'ils ont fait de leurs anciennes professions de foi anticapitalistes. □

14. *Idem*, p. 137.

15. *Idem*, p. 136.

16. *Idem*, p. 136.

17. « Une politique industrielle pour la France », la Documentation française, p. 7.

18. *Idem*, p. 5.

19. « Le Socialisme et la France », p. 39.

20. M. Charzat, J.-P. Chevènement, G. Toutain, « Le CERES, un combat pour le socialisme ». Calmann-Lévy, p. 159.

21. Interview à « l'Usine nouvelle » du 6 janvier 1983.

# Le discours du PCF sur sa stratégie

Michel THOMAS

**Q**UEL est aujourd'hui le discours stratégique du PCF ? Et ce parti a-t-il une stratégie ? La question mérite d'être posée au moment où le PCF offre le spectacle d'une politique désarticulée. Participant au gouvernement et lui assurant la paix sociale, il critique vertement le plan Delors que ses députés ont voté. Hostile au communiqué commun de Williamsburg sur la défense, il approuve une loi de programmation militaire pourtant tournée vers une intégration de plus en plus poussée de l'armée française au dispositif militaire de l'OTAN. Revendiquant depuis des années sa qualité de parti de gouvernement, le PCF répond aux militants qui lui demandent à quoi servent ses quatre ministres : « Leur travail n'est pas spectaculaire mais il est utile. » Marchais lance le mot d'ordre « aller vers les gens », pour les inciter à faire le changement eux-mêmes, tandis que Fiterman entend « banaliser » une présence durable des communistes au gouvernement.

Le PCF semble courir après deux objectifs peu conciliables à première vue : faire admettre sa participation à la direction de l'Etat comme s'il était un parti comme un autre, et réaffirmer en même temps sa nature de parti différent, doté d'une identité révolutionnaire qui le distingue du PS.

Cet écartèlement de la politique du PCF rencontre une tentative de redéfinition stratégique. Celle-ci inclut une approche à première vue auto-critique d'un long passé et, surtout, touche aux déterminations historiques fondamentales de ce parti. Il est frappant de constater combien le discours à prétention stratégique du PCF est un discours sur lui-même, notamment dans les publications destinées aux cadres. Ce discours est biaisé, mystificateur et autojustificatif. Il faut néanmoins le connaître et tenter de le comprendre : parce qu'il irrigue le

PCF, des cadres aux militants. Mais aussi parce qu'il exprime l'impasse stratégique dans laquelle le PCF est enfermé, ainsi que les tendances à une intégration de plus en plus poussée de ce parti à la société bourgeoise.

## Le « retard de 1956 »

Les dirigeants du PCF abordent la question de leur stratégie dans le rapport qu'ils tentent de créer avec l'histoire de leur parti : c'est ce qu'ils appellent le « retard de 1956 ».

1956 est l'année du XX<sup>e</sup> Congrès du PC de l'Union soviétique. Ce congrès vit Khrouchtchev dénoncer, dans des conditions passablement dramatiques, ce qu'il appela les « crimes de Staline ». 1956 marque le début de ce qu'on appela officiellement la « déstalinisation » en URSS, c'est-à-dire une tentative d'auto-réforme de la bureaucratie. Khrouchtchev rejetait sur Staline le « culte de la personnalité », la responsabilité des purges sanglantes auxquelles n'avaient pas échappé des secteurs entiers de la caste dirigeante en URSS.

Le XX<sup>e</sup> Congrès marque l'ouverture officielle de la crise du stalinisme. Il accéléra la crise profonde et irréversible du mouvement communiste international, jusqu'alors soudé autour du Kremlin. La direction thorezienne du PCF prit alors la défense de Staline et refusa de reconnaître l'existence du fameux « rapport secret » de Khrouchtchev, qui demeura inconnu des membres du parti français. Les successeurs de Thorez attendirent 1977 pour reconnaître que plusieurs dirigeants du PCF avaient eu connaissance du « rapport secret » à Moscou, mais l'avaient caché à leur parti, et qu'il s'agit là d'une « faute ».

Il fallut attendre septembre 1982 pour que le PCF publie enfin ce texte, aux éditions sociales, dans un livre intitulé *1956, le choc du 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS*.

Roger Martelli, qui introduit les documents publiés aujourd'hui, rend compte de l'attitude de la direction thorezienne, opposée à celle du PC italien, de la façon suivante : « *Une crainte devient dominante : s'en prendre, de façon aussi brutale, à tout un pan de l'histoire communiste, n'est-ce pas menacer une identité forgée dans cette histoire ? N'est-ce pas courir le risque de briser un équilibre politique et une influence durement conquis ? Etait-il besoin de remuer toute cette vase ?* »

C'est donc très progressivement, par touches successives, que la direction du PCF entreprit au cours des années 1970 de réviser son rapport au « modèle » soviétique et stalinien. La notion de stalinisme fut reconnue — sans être jamais définie ni élucidée — par Marchais. Le terme d'internationalisme prolétarien, dévoyé par les dirigeants soviétiques dans le sens d'une stricte fidélité à l'URSS et à ses intérêts d'Etat fut récusé ; celui de marxisme-léninisme remplacé par une simple référence au socialisme scientifique. La direction du PCF, sous la pression des crises tchécoslovaque et polonaise, en vint à critiquer les « insuffisances » de la démocratie en URSS et dans les démocraties populaires. Elle conteste désormais que les conférences mondiales des PC puissent définir une « stratégie mondiale » de ces partis, et réduit leur fonction à la discussion de ce qui constitue à ses yeux leurs intérêts communs, en premier lieu la défense de la paix et, présentement, la lutte contre l'implantation des euro-missiles. C'est tout le rapport à l'URSS, pierre angulaire de l'identité du PCF, qui s'est ainsi trouvé modifié, la direction cherchant à étaler dans le temps le « choc » de 1956, afin d'échapper à des ébranlements et des remises en cause trop violentes dans les rangs du parti.

Mais, de façon très significative, ce n'est pas dans la dissimulation du « rapport secret » pendant tant d'années que la direction du PCF voit aujourd'hui l'origine de son « retard de 1956 ». Elle met surtout en cause ce qu'elle appelle le « retard stratégique » pris à l'époque, c'est-à-dire le rejet par Thorez de la notion de « voie nationale » au socialisme, notion introduite par Khrouchtchev dans son rapport public au XX<sup>e</sup> Congrès. Dans son retour critique, c'est le rapport du PCF à la société française

qui est en cause : le retard mis à théoriser les voies parlementaires au socialisme (Marchais n'a « libéré » le PCF du concept de dictature du prolétariat qu'au milieu des années 1970, avec un retard effectivement considérable sur la pratique politique réelle du parti) ; un retard sur lequel insiste aujourd'hui la direction à appréhender les modifications du capitalisme français et les transformations intervenues dans la société française. Selon ses dirigeants et ses idéologues, le PCF n'a pris en compte ces transformations que sous le choc de la crise de Mai 1968, et ignore encore trop les transformations structurelles au sein du salariat (importance croissante des employés et des techniciens notamment). Ainsi le PCF n'aurait que très progressivement et très lentement tenté de construire une perspective politique nationale, prisonnier qu'il était resté d'un certain nombre de blocages, des définitions dogmatiques héritées de la période stalinienne.

Dans un livre publié fin 1981 aux Editions sociales sous le titre *les Communistes et leur stratégie*, Jean Burles, Roger Martelli et Serge Wolikow expliquent ce « retard » par l'impréparation de la direction : « *L'obstacle, ce fut encore un certain type de fonctionnement politique : la direction dans son ensemble a surtout eu depuis la guerre l'occasion de mettre en œuvre des orientations à l'élaboration desquelles elle n'avait guère contribué. Dans ce cadre-là, sa marge de création politique propre était faible.* » Autrement dit, la direction du PCF fut longtemps caractérisée par une absence totale d'indépendance politique à l'égard de Moscou, ce qui expliquerait la difficulté avec laquelle elle entreprit, enfin, de marcher elle-même de ses propres pieds. Voilà encore un aveu de taille, qui vient après coup, amorti, et comme élément justificatif, à décharge de la direction en place aujourd'hui !

Du « retard de 1956 » auquel sont imputées les difficultés actuelles du PCF et son recul électoral (ce qui rend inutile tout examen critique de la politique de division pratiquée avant le 10 mai), il faut donc retenir l'idée suivante : le conservatisme stalinien de Thorez et Duclos a bloqué durablement l'intégration du PCF dans la société française, paralysé son initiative politique, hypothéqué ses rapports avec la classe ouvrière.

Le thème du « retard de 1956 » inclut une reconnaissance tardive de la justesse des choix du PC italien aux lendemains du XX<sup>e</sup> Congrès. Le PCI s'était fait dès cette époque le chantre du « polycentrisme » (contre un centre unique du mouvement

communiste international) et de la « voie italienne au socialisme », thèses pourfendues par le PCF dans les années soixante. Martelli écrit dans la préface au *Choc du 20<sup>e</sup> Congrès* : « *Le 8<sup>e</sup> Congrès du PCI ne rompit pas avec toutes les analyses et démarches anciennes, mais dans l'ensemble il s'ouvrit à une conception profondément renouvelée d'une démocratie politique fortement réévaluée en hausse. La notion de « démocratie d'un type nouveau » est intégrée dans une perspective de réformes structurelles elles-mêmes décrites dans une déclaration programmatique discutée et adoptée par le congrès : la "voie italienne au socialisme" prend une consistance qu'elle n'avait pas jusqu'alors. Elle commence à prendre les dimensions d'une authentique stratégie. La situation est toute différente pour le Parti communiste français.* »

En effet : quand le PCF commence à réévaluer à reculons ses rapports à l'URSS, quand il s'oriente vers un socialisme « à la française » et entreprend de théoriser sa démarche parlementaire et réformiste, il doit compter avec un PS en plein redressement. L'attachement tardif du PCF au stalinisme a laissé un vaste champ politique à son concurrent. On comprend que, plus de vingt ans après, 1956 apparaisse à la direction du PCF comme une occasion manquée, celle d'une social-démocratisation ouverte, franche et assumée. « *Les ruses de l'histoire sont imprévisibles. En 1956, une réflexion stratégique tourne court* », écrit Martelli dans sa présentation des textes du XX<sup>e</sup> Congrès. Mais ces « ruses de l'histoire » n'ont pas fini de jouer des tours au PCF, qui n'en finit pas de se débattre avec un passé qui lui colle à la peau et sur lequel il ne fait qu'ouvrir des éclairages tronqués, des demi-vérités, à des fins encore aujourd'hui d'autoprotection.

## L'ancien cadre stratégique pulvérisé

Au « retard de 56 », les idéologues du PCF opposent les « rattrapages ». La dialectique retard-rattrapage aurait été le moteur du PCF depuis l'adoption du *Manifeste de Champigny* à l'automne 1968. Cette dialectique est sensée s'exercer comme un fait objectif, par une lutte entre « l'ancien » et le « nouveau », sans jamais s'incarner dans la personne de dirigeants, dans des luttes politiques à

l'intérieur de la direction du parti, dont le secret des délibérations est maintenu derrière la fiction de l'unanimité.

Il est vrai que des mises à jour « théoriques » sont intervenues pendant la période du Programme commun. C'est à cette époque que le PCF s'est débarrassé des « obstacles » dogmatiques légués par la période stalinienne, qui entravaient la définition d'une véritable visée stratégique réformiste. En témoignent l'abandon du « dogme » de la dictature du prolétariat et de la nature de classe de l'Etat, la théorisation des voies pacifiques, la réhabilitation des libertés démocratiques bourgeoises (naguère dénoncées comme libertés formelles), la récupération de la planification en régime capitaliste et de l'autogestion, considérées comme des variétés réformistes vénéneuses peu d'années auparavant.

Cependant, ces modifications successives ne se sont pas greffées sur une orientation stabilisée. En rompant l'Union de la gauche en 1977 puis en répudiant la démarche de programme commun, les dirigeants communistes ont pris un risque considérable, celui de casser la cohérence même de leur action.

La démarche du Programme commun reposait en effet sur des expériences historiques marquantes, celles de 1936 et de la Libération. Le PCF a pu justifier sa politique du Front populaire par l'urgence de défendre la démocratie (bourgeoise) contre le fascisme. Il a pu justifier sa participation décisive à la reconstruction de l'Etat bourgeois après guerre par la nécessité de reconstruire la France. L'avenir révolutionnaire et communiste pouvait paraître garanti par la nature du parti et son lien à l'URSS, « patrie du socialisme ». Assise sur ces précédents historiques dont elle se présentait comme l'héritière, la politique du Programme commun offrait une double perspective : celle d'une alternative politique concrète à la droite et l'ouverture d'une étape historique nouvelle, préparatoire au socialisme en ce qu'elle libérerait l'Etat de la domination des monopoles et permettrait l'introduction d'une nouvelle logique économique d'ensemble grâce à certain « seuil » de nationalisations. Pour illusoire qu'il fut, cet échafaudage était effectivement cohérent et donnait un cadre de référence relativement solide aux militants communistes.

C'est ce cadre que la direction Marchais s'est efforcée de pulvériser au 23<sup>e</sup> Congrès en 1979, en rejetant et la démarche de programme com-

mun et la notion d'étapes. Cette mise au pilon s'est accompagnée d'une remise en cause de l'orientation du parti depuis plus de vingt ans.

Dans les *Communistes et leur stratégie*, Burles, Martelli et Wolikow font remonter à 1962 « l'erreur d'aiguillage » vers la stratégie de programme commun, en même temps qu'ils éclairent les raisons de la rupture de 1977 : « *Sans doute conviendrait-il de reprendre de façon détaillée l'analyse de l'année 1962* (cette année vit l'introduction de l'élection du président de la République au suffrage universel, NDRL), *où se structurent des phénomènes décisifs. Il y a alors, incontestablement, un déplacement dans la manière dont le PCF conçoit la construction de son influence, c'est-à-dire moins sur lui-même et sur la totalité de sa démarche, que sur la notion de programme commun.*

« *Quand il procède à ce déplacement, sous-estime-t-il ses propres capacités d'influence sur la société française ? Sa volonté positive d'offrir une perspective, sans considération étroite et partisans, n'a-t-elle pas conduit à un risque majeur pour les développements à long terme de son influence ? N'y a-t-il pas une certaine contradiction entre l'affirmation que se développe l'aspiration au socialisme et la fixation sur l'étape, sur une forme d'union, sur la seule entente PCF-SFIO codifiée dans un programme ? N'y a-t-il pas risque, à terme, dans l'identification des objectifs communistes et de ce que pourrait être le programme commun ?* »

Et nos auteurs qui réécrivent le passé en fonction des exigences du présent (tout en prenant le soin de placer les points d'interrogation qui témoignent de l'honnêteté ingénue du chercheur) poursuivent : « *De fait le découpage en étapes suscite un certain découpage de fait de la lutte révolutionnaire, même si le Parti communiste la recompose dans son discours. Il polarise l'attention sur la première étape : mais comment alors satisfaire dans le présent les aspirations au socialisme et assurer l'identité fondamentale du Parti communiste ?* »

Ayant brutalement bousculé une stratégie étagée dont l'application de 1972 à 1977 conduisit à la renaissance conquérante du PS et au recul du PCF, les dirigeants communistes se sont mis en quête d'une « nouvelle stratégie » qui mette en valeur l'identité présumée et menacée de leur parti. Les éléments essentiels se résument en quatre idées.

La première idée est que la crise appelle le socialisme car le capitalisme est désormais incapable de satisfaire les besoins humains : le socialis-

me est à l'ordre du jour, il n'est plus besoin de longues étapes historiques pour y parvenir.

La deuxième idée est celle du « pas à pas ». C'est « pas à pas » que les travailleurs imposeront des solutions et des objectifs de caractère socialiste. La notion de « bond » à un moment décisif du processus est définitivement effacée.

La troisième idée est celle de la primauté au « mouvement d'en bas ». Seul susceptible de promouvoir des avancées, le « par en bas » s'oppose au « par en haut », étatiste et programmatique, qui inspirait le Programme commun de gouvernement.

La quatrième idée, déjà présente antérieurement, réside dans la répudiation du « modèle » (comprendre l'Union soviétique) par l'affirmation d'un socialisme à la française : comme le dit Marchais, un socialisme qui réponde aux besoins et aux goûts des Français. Ce thème du socialisme à la française se structure autour du mot d'ordre « produisons français », lui-même étayé par une appréhension de la crise économique comme crise du capitalisme national, et de la crise mondiale comme simple somme des crises des capitalismes nationaux.

Avant le 10 mai, cette nouvelle « stratégie », illustrée par des actions sectaires et « dures », a pu paraître radicale, gauche. Elle a fourni la matière de la campagne électorale du candidat Marchais. Sa fonction était de ressouder l'électorat communiste, en particulier l'électorat ouvrier, autour d'une image « révolutionnaire » du PCF que sept années de Programme commun avaient gommée, à l'avantage du PS. Son efficacité et sa crédibilité résidaient dans une dénonciation permanente et violente de la politique de collaboration de classes du PS.

On connaît l'insuccès, pour ne pas dire la faillite, de cette opération : un triomphe sans précédent du PS et un effondrement égal du PCF, non parce que les travailleurs auraient choisi le réformisme et la collaboration de classes contre la « révolution », mais parce qu'ils se sont emparés du moyen électoral mis à leur disposition pour chasser Giscard, et qu'ils ont par là même sanctionné ceux qui faisaient obstacle à ce combat.

Après avoir rompu l'Union de la gauche en septembre 1977, engagé leur parti et la CGT dans une violente campagne contre le « consensus », dénoncé dans le PS et « son virage à droite » un mal égal à Giscard, voire pire, la direction du PCF s'est trouvée prise à contre-pied par la victoire du 10 mai. Plus encore, contrainte

— bien qu'elle s'en défende — à un retournement en catastrophe. Il lui faut aujourd'hui participer au gouvernement, s'impliquer pratiquement dans la gestion social-démocrate de la crise, tout en affirmant sa spécificité et son identité de « parti révolutionnaire », profondément différent du PS et fondamentalement nécessaire au mouvement ouvrier. Il lui faut redonner une cohérence — ou un semblant de cohérence — à un projet stratégique qui fonderait cette identité et permettrait de jeter les bases d'une remontée de son influence. A ce jeu, les trapézistes de la direction communiste sont contraints, comme on va le voir, à toutes les cabrioles « théoriques ». Mais la vérité oblige à reconnaître qu'ils travaillent sans filet.

## Du nouveau sur la lutte des classes

Ramené à l'union après le 10 mai, le PCF n'est pas revenu à son ancienne stratégie de programme commun : il a au contraire conservé et développé les éléments nouveaux apparus depuis 1977, mais dans un contexte politique inversé. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette « nouvelle stratégie », loin d'aider à dominer l'épreuve de la participation gouvernementale, fait naître de nouvelles contradictions. C'est d'ailleurs sur ce terrain qu'attaque Jeannette Thorez Vermeersh. Elle ne met pas en cause la participation gouvernementale du PC en tant que telle, mais bien plus l'abandon du cadre stratégique étagé qui prévalait naguère et la dénonciation de tout ce que le PCF range aujourd'hui sous l'étiquette « retard de 1956 ». L'ancienne dirigeante du PCF oppose la participation gouvernementale de 1944-1947, glorieuse selon elle, à celle, misérable, d'aujourd'hui.

Désormais au gouvernement, le PCF est mis en demeure d'appliquer concrètement sa démarche du « pas à pas » vers le socialisme. Au pied du mur, le discours sur la « révolution » se révèle pure fanfaronnade. Citons le rapport de Francette Lazard, au stage national de 500 secrétaires de section en mai dernier : « *L'idée novatrice de notre démarche est que les réponses du socialisme à la française sont contenues dans les questions posées par la crise, et qu'elles ne sont pas autre chose que la libération des possibilités aujourd'hui bloquées par les verrous des*

vieux critères de gestion capitaliste (1). » La révolution passe par l'opposition de nouveaux critères de gestion aux anciens !

Ces fameux « nouveaux critères de gestion » ont été forgés par les économistes Boccara et Herzog. Présentés comme le fil conducteur de la stratégie du PCF, ils sont sensés concurrencer les critères capitalistes de rentabilité financière dans la gestion des entreprises et permettre des avancées vers le socialisme (sans bien sûr que soient abolies la propriété capitaliste et la loi du profit, ni même ébranlé le pouvoir patronal dans l'entreprise !).

Appeler les travailleurs à s'impliquer dans la gestion d'une économie qui demeure capitaliste, n'est-ce pas de la collaboration de classes ? Les théoriciens du PCF préviennent d'eux-mêmes l'objection. Ainsi Félix Damette : *« Tant que le socialisme représentait une perspective lointaine, le refus de s'impliquer dans la gestion était légitime. Ce refus témoignait de la crainte de s'engager dans la collaboration de classes. Mais le socialisme n'est plus une perspective abstraite, il faut le faire germer dans les luttes au présent. (...) L'objet de ce combat, c'est le contenu même du travail, de la production, de la vie sociale et culturelle (2). »*

Le secret stratégique du PCF pourrait donc se formuler ainsi : l'actualité du socialisme, loin d'inviter au renversement du mode de production capitaliste, rend ce renversement superflu. Du même pas, nos théoriciens découvrent soudainement que toute mesure anticrise (la relance par la consommation par exemple) devient aujourd'hui une mesure révolutionnaire, anticapitaliste !

Pareilles innovations ont évidemment des conséquences, que Fromonteuil, parmi d'autres, s'évertue à mettre à jour : *« Il faut passer à une lutte de classe constructive. Les conditions existent pour que la classe ouvrière s'affirme comme le nouvel entrepreneur des temps modernes (3). »* Mais cette lutte de classes « constructive », « en positif », doit être, comme on va le voir, mise sur des rails bien contraignants. Damette se charge d'élucider ce point : *« Aujourd'hui, les luttes peuvent s'inscrire dans le cadre général des options d'un gouvernement de gauche. Nous disons même qu'il faut respecter ce cadre (...). Autrement dit, il doit y avoir une certaine cohérence d'ensemble entre l'intervention populaire et les orientations de la gauche, — ce qui doit être pris moins au sens d'une limitation du champ de l'intervention populaire que comme mise en œuvre de cette intervention en appui sur*

*les engagements et les actes du nouveau pouvoir (4). »* Voilà pour éclairer la lanterne des cadres du PCF qui auraient cru, bien naïvement, que leur parti saurait être au gouvernement, un parti de lutte !

## Un discours manœuvrier

La « nouvelle stratégie » du PCF, telle qu'elle apparaît en actes depuis deux ans, a peu de chances de convaincre les militants du PCF de la réalité des avancées démocratiques vers le socialisme. Il n'est pas au pouvoir de Marchais de faire prendre des vessies pour des lanternes à des militants ouvriers qui subissent l'austérité, le chômage et la répression patronale.

Quelle est alors la fonction du discours « stratégique » du PCF ? Il vise d'abord à donner une cohésion à l'appareil, en tissant une apparence de cohérence entre la rupture de l'Union de la gauche et la participation gouvernementale sous hégémonie socialiste. Le rejet de la démarche du Programme commun fonde cette cohérence, dont la direction a besoin pour souder un appareil durement secoué par la succession de virages politiques contradictoires.

La « théorie » du socialisme « pas à pas » sert aussi de justification, sans doute assez naturelle, aux appétits gestionnaires de larges secteurs de la bureaucratie du parti. La participation gouvernementale, même en situation subordonnée, a tout de même ses charmes et ses avantages. En ce sens, le « pas à pas » vers le socialisme exprime assez bien la réalité sociale et les intérêts de cette bureaucratie du PCF. Francette Lazard exprime ainsi les tendances dominantes dans cet appareil : *« Loin de nous corseter, de nous mutiler, de nous interdire d'être pleinement nous-mêmes, la participation gouvernementale nous incite en permanence — salutaire contrainte ! — à saisir toutes les réalités de notre société, les réalités des choses et des idées, les problèmes tels qu'ils se posent pour les gens et tels qu'ils les vivent, sans éluder des questions neuves pour nous, cruciales pour le pays, comme celles des équilibres économiques dans l'avancée vers une nouvelle croissance plus juste et plus efficace (5). »*

Le ton et la jubilation à peine contenue de cette déclaration contrastent avec l'amertume de nombreux travailleurs communistes, avec le malaise ressenti jusqu'au plus haut ni-

veau dans l'appareil de la CGT. Car les militants communistes ont précisément le sentiment, souvent, d'être corsetés, mutilés par la solidarité gouvernementale, même s'ils ne remettent pas en cause la participation de leur parti.

La nouvelle « stratégie » sert enfin d'alibi pour dégager le PCF de toute responsabilité politique et morale dans le bilan déjà lourd du gouvernement de gauche et dans la catastrophe vers laquelle il entraîne le mouvement ouvrier. La nouvelle « stratégie » sert d'arrière-fond théorique à une politique de Ponce Pilate, à un discours parfaitement cynique développé chaque fois qu'il faut avaler une pilule amère. En substance : « nous, communistes, ne sommes que quatre au gouvernement, nous ne pesons pas plus que les suffrages que vous nous avez donnés. Comprenez en souffrant que vous avez voté contre vos intérêts en mai-juin 1981 en sanctionnant le PCF. » La direction communiste rejette ainsi sur les socialistes... et sur les électeurs du 10 mai, la responsabilité de tout ce qui « va dans le mauvais sens ».

Elle rejette également la responsabilité des « retards » et des « blocages » sur les travailleurs eux-mêmes, comme le fait J.-C. Gayssot, membre du BP : « Certes, il ne s'agit pas de nier les responsabilités gouvernementales lorsqu'elles existent, mais il faut faire avancer l'idée que finalement c'est de l'aptitude à intervenir sur le terrain que dépendent les avancées (6). » Le PCF répète que tout dépend de l'initiative venue d'en bas. Et si cette initiative ne vient pas, le PCF n'y est pour rien, c'est le niveau de conscience des travailleurs, « des gens », qui est à incriminer.

La profession de foi démocratique du PCF apparaît dès lors comme un suprême alibi pour échapper à ses responsabilités historiques : « Nous entendons respecter en toutes circonstances le cadre, le contenu et le rythme d'évolution sociale souverainement choisi par les électeurs », déclarait, après d'autres dirigeants, Francette Lazard au stage national de mai. Le prétendu choix des travailleurs entre le programme de Mitterrand et celui de Marchais, le 10 mai, exprime « l'écart considérable entre les exigences objectives de transformation de la société et la conscience politique des forces populaires telle qu'elle est » (résolution du 24<sup>e</sup> Congrès). Parce qu'il se fait un devoir de respecter ce vote démocratique, le PCF participe pleinement à l'application d'une politique... dont il suggère d'emblée qu'elle n'est pas la sienne. □

Le rejet de la démarche de programme commun, justifié théoriquement par l'abandon des étapes, trouve ici sa fonction pratique, purement manœuvrière : le PCF ne peut participer au gouvernement, tout en excitant de sa non-responsabilité finale, que délié de tout engagement programmatique. En faisant valoir que ce n'est pas son programme qui est appliqué mais un autre, il tente de réussir un tour de force : témoigner de sa nature différente en tant que parti, tout en se soumettant à la solidarité gouvernementale tant qu'il y trouve intérêt et que les contradictions qu'il doit surmonter vis-à-vis de sa propre base ouvrière le permettent.

En même temps, il prend date, sans rompre la participation, par des « coups de gueule » périodiques. Le PCF se réserve ainsi la possibilité de joindre d'un trait tous les points de désaccord passés et à venir, et de quitter le navire gouvernemental.

En fait de stratégie, le PCF est réduit à de laborieuses théorisations de sa politique et à une série de manœuvres visant à assurer son existence distincte par rapport à un PS qui le maintient désormais en position subordonnée.

L'impasse risque de s'avérer durable, car les choix politiques possibles du parti pour l'avenir sont eux-mêmes instables et lourds de dangers, comme le montre la situation des autres PC de masse en Europe : solide repli du PC portugais sur sa base ouvrière contre la gestion social-démocrate, mais sans projet politique ; social-démocratisation accélérée en Italie, que le PCI n'a pu conduire qu'en position d'hégémonie absolue et qui ne le préserve pourtant pas de l'érosion. Entre les deux, un PC espagnol que la politique eurocommuniste de Carillo a poussé au bord de la disparition comme force politique nationale, et un PC grec qui apporte au gouvernement socialiste un soutien à éclipser.

Reste la tendance dominante qui se lit dans les réajustements « stratégiques » successifs du PCF : celle qui le pousse à une intégration toujours plus étroite à l'Etat bourgeois, dans les institutions, dans la gestion. Parti de gouvernement, parti de gestion, parti chauvin, ce sont bien les trois couleurs du PCF. Elle ne sont certes pas nouvelles. Le PCF les a déjà méritées en 1944-47. Le nouveau, c'est une théorisation, mise à jour à chaque tournant politique et sans retour en arrière possible, d'une pratique gestionnaire dans la société bourgeoise. □

1. « Les Cahiers du communisme », juin 1983.
2. « Les Cahiers du communisme », septembre 1982.
3. « Les Cahiers du communisme », janvier 1982.
4. « Les Cahiers du communisme », septembre 1982. Félix Damette écrit dans le même article : « La tradition, c'est la coupure entre la revendication "revendicative" d'une part, et le projet révolutionnaire, d'autre part ; c'est, en même temps, la coupure entre le champ syndical dit "économique" et le champ politique, pour l'essentiel électoral. C'est tout cela qui doit être dépassé. »
5. Mais l'auteur précise dans quelle direction doit s'effectuer ce « dépassement » : « On pourrait dire que les bons objectifs de lutte doivent être en même temps des actions possibles pour un gouvernement de gauche soucieux d'appliquer sa propre politique. »
6. « Les Cahiers du communisme », juin 1983.
6. Idem.

# Révolution permanente en Amérique centrale

Sergio RODRIGUEZ et Jean-Pierre BEAUVAIS

Cet article de Sergio Rodriguez a été publié dans « La Batalla », revue mensuelle du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Destiné à des lecteurs familiers des réalités centro-américaines, il a été traduit et adapté au public français par Jean-Pierre Beauvais. C'est pourquoi nous l'avons fait précéder du nom de ses deux auteurs, mexicain et français.

A victoire de l'insurrection des masses populaires nicaraguayennes en 1979 et le développement d'une guerre de libération à grande échelle au Salvador, traduisent l'accumulation de contradictions particulièrement explosives dans l'ensemble de cette région, d'une importance stratégique, qu'est l'Amérique centrale.

La qualification méprisante de « républiques bananières » souvent attribuée aux petits pays qui la composent n'est que l'expression d'une des formes les plus abjectes de néo-colonialisme : ces pays sont insérés dans le marché mondial en tant qu'exportateurs agricoles, spécialisés dans la production de la banane, du café, du sucre et de quelques autres productions tropicales. Les produits de ces « économies de plantation » sont achetés et commercialisés par les grands monopoles nord-américains.

Ce type d'économie a favorisé le développement d'une oligarchie terrienne dépendante de l'impérialisme US et ne disposant que d'une marge de manœuvre politique propre extrêmement réduite.

Toutes les velléités de « changement », de « réformes » impulsées par des secteurs bourgeois se sont trouvées inévitablement bloquées par ce contexte.

Il est significatif qu'en Amérique centrale les grands courants politiques bourgeois libéraux et conservateurs qui furent dominants ailleurs en Amérique latine à la fin du 19<sup>e</sup> siècle ne se sont maintenus qu'à l'état de fossiles, reflétant l'absence de mutations significatives dans la structure et l'activité économiques.

## Cadre socio-politique

La faiblesse des instruments politiques de l'oligarchie explique le rôle considérable attribué traditionnellement aux militaires : ils doivent accomplir di-

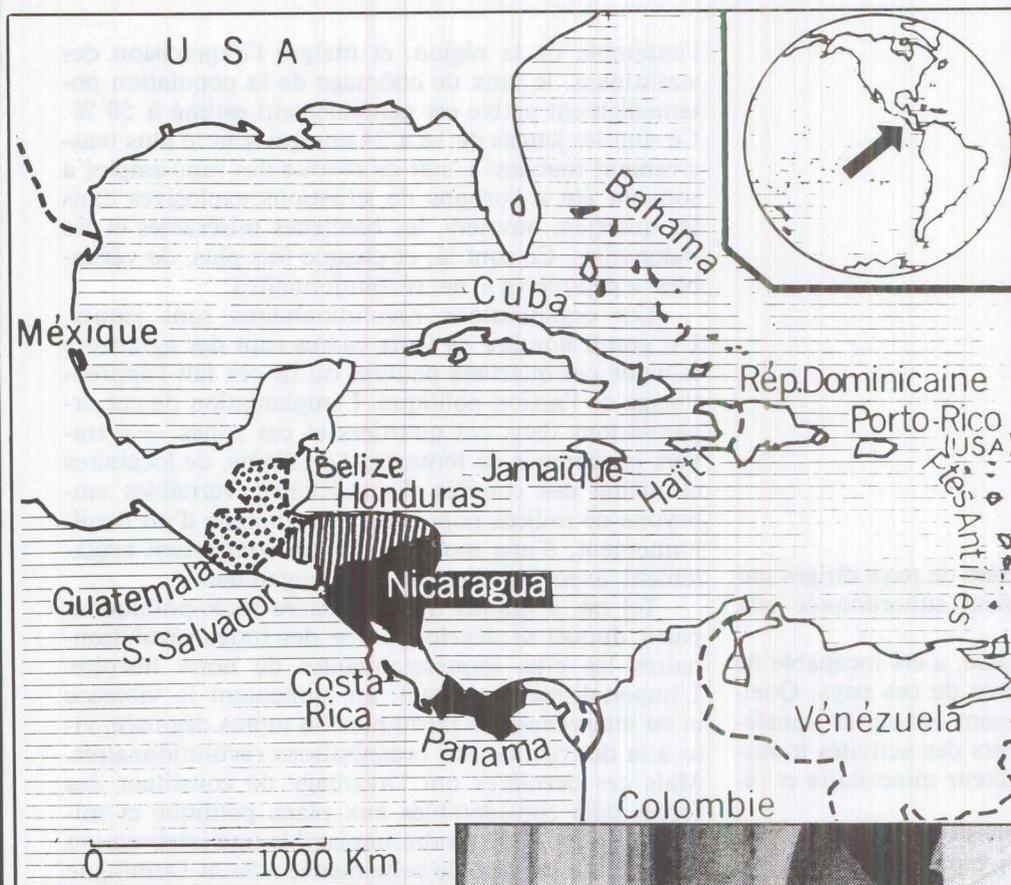
rectement une bonne part des fonctions essentielles d'un appareil d'Etat.

Au Salvador, par exemple, l'armée a joué un rôle fondamental dans la mise en place des grandes propriétés latifundiaries : en 1932, les « ejidos » — terres communales existant dès avant la colonisation espagnole — furent abolis à partir de son intervention directe.

La mécanisation progressive des activités agricoles, loin de réduire le processus de concentration de la propriété terrienne l'a, au contraire, accéléré et amplifié. Au Guatemala, 2 % des propriétaires ont réussi à s'accaparer 70 % des terres cultivables ; au Honduras, 3 % possèdent 27,4 % de ces surfaces ; au Salvador, 1 % en possèdent 57 %. Quant au Nicaragua, en 1979, 1,5 % des propriétaires possédaient 41 % des terres cultivables.

Cette concentration de la propriété terrienne a converti la majorité des paysans en semi-prolétaires. D'autre part, l'introduction des fertilisants chimiques et surtout l'utilisation de plus en plus systématique de machines économisant le travail humain ont engendré le développement — relatif — de petites industries et d'activités de services (ateliers, etc.). Il en a résulté une croissance des principaux centres urbains et un transfert significatif d'une partie de la force de travail des campagnes vers les villes. Ce phénomène a été encore accentué par les attaques systématiques contre les communautés indigènes, condamnant une partie de leurs membres à la fuite. Le **tableau I** illustre la diminution du pourcentage de la main-d'œuvre agricole au cours des deux dernières décennies.

L'immigration de la force de travail des campagnes vers les villes est un facteur supplémentaire favorisant des explosions de masse, et cela pour deux raisons principales. Elle a coïncidé avec le développement de la syndicalisation des paysans pauvres et surtout des ouvriers agricoles, alors même qu'elle ne permettait plus aux grands propriétaires de disposer sur place et aussi systématiquement qu'auparavant de l'armée de réserve d'inoccupés à laquelle ils recouraient traditionnellement pour briser luttes et mobilisations. Parallèlement, en s'installant dans les villes, paysans et ouvriers agricoles n'oubliaient pas pour autant les ressentiments accumulés au cours d'années d'exploitation et de misère à la campagne. Au contraire, ceux-ci se combinaient avec leurs nouveaux problèmes ; ceux de la classe ouvrière et des



Soldats sandinistes au Nicaragua



**Tableau I :**  
% de la main-d'œuvre agricole dans la population active

	1960	1978
Honduras	70	64
Guatemala	67	57
El Salvador	62	52
Nicaragua	62	44
Panama	51	31
Costa-Rica	51	29

## Dossier



populations récemment urbanisées de pays dirigés par une oligarchie frustrée totalement subordonnée aux monopoles impérialistes.

L'oligarchie, en tant que classe, a été incapable de développer les forces productives de ces pays. Quelques-uns de ceux qui la composent ont certes transféré une partie de leurs profits vers des activités industrielles. Mais il s'agit là d'un secteur minoritaire et réduit.

Les implantations industrielles qui ont vu le jour résultent avant tout de l'initiative des monopoles impérialistes. Elles se concentrent dans la production de biens de consommation. Elles sont totalement intégrées aux opérations internationales de ces monopoles, partant à la structure de domination impérialiste.

En 1970, les investissements directs du capital nord-américain représentaient 12 % du total des investissements dans la région. En 1978, ce pourcentage atteignait 33 % ! C'est parce qu'ils se sont portés prioritairement sur les secteurs garantissant les taux de profit des plus élevés que ces investissements ont favorisé le développement d'un secteur industriel. Entre 1960 et 1970, le taux moyen annuel de ce développement a été de 5,7 % au Honduras, 4,3 % au Guatemala, 6,7 % au Nicaragua, 3 % au Salvador et 5,7 % au Costa-Rica.

Cette expansion relative de l'activité industrielle a créé les conditions du développement des syndicats ouvriers dont le poids, l'influence et le rôle n'a cessé de s'affirmer. Cette tendance s'est vue renforcée par une croissance parallèle du secteur des services comme le montre le **tableau II**.

Ce développement des activités de services s'est aussi traduit par la prolétarianisation d'une bonne partie des salariés dans ce secteur. Dans bien des cas, d'ailleurs, percevant un salaire fixe — à la différence de la plupart des travailleurs industriels de la région payés à l'heure de travail — ce sont eux qui ont été les premiers touchés par l'inflation galopante. L'indice du coût de la vie, qui avait déjà crû de 74 % entre 1970 et 1977, s'est depuis lors « envolé », et ce dans tous les pays de la région. Il faut voir là une des principales raisons de la radicalisation de la lutte syndicale, en particulier au Guatemala et au Salvador mais aussi, bien que dans une moindre mesure, au Honduras, au Costa-Rica et à Panama.

Parallèlement, le chômage de plus en plus massif n'a pas été, lui non plus, sans effets importants. Pour

l'ensemble de la région, et malgré l'imprécision des statistiques, le taux de chômage de la population potentiellement active est généralement estimé à 50 %. Ce sont les jeunes de 16 à 24 ans qui sont le plus massivement touchés. L'état de révolte des sans-emploi a souvent été à l'origine de situations explosives dans les quartiers ouvriers, les banlieues misérables et les bidonvilles. Ce sont là, et chaque fois plus, de véritables « pépinières » de révolutionnaires.

Les organisations révolutionnaires sont jeunes. Un grand nombre de leurs cadres sont des agitateurs issus de ces quartiers pauvres où ils ont fait l'apprentissage de l'action politique. L'implantation de ces organisations dans ces quartiers et ces zones — à travers les comités de femmes, d'étudiants, de locataires et même des comités d'autodéfense, véritables embryons de milices populaires — témoigne d'un bouillonnement, d'une mobilisation qui contraste brutalement avec l'ossification de l'oligarchie.

Tel est, à grands traits, le cadre socio-politique à partir duquel se développe une des luttes révolutionnaires les plus impressionnantes de notre histoire. L'impérialisme américain, en alimentant la violence et en intervenant de façon plus ou moins déguisée, vise à la destruction des organisations révolutionnaires. Mais ces dernières ont l'avantage de constituer des forces déjà considérables aux plans politique et militaire, au point de rendre impossible une intervention impérialiste du type de celle menée à Saint-Domingue en 1965. Si Washington décidait d'envoyer ses troupes, celles-ci devraient affronter de véritables armées révolutionnaires bien entraînées et enracinées dans la population. Le résultat le plus probable serait alors une extension de la vague révolutionnaire et le développement de mobilisations de masse considérables dans l'ensemble de l'Amérique latine.

## La détermination de l'impérialisme US

De plus, dans ce contexte, les divergences tactiques entre la social-démocratie et certaines des bourgeoisies latino-américaines, d'une part, l'impérialisme nord-américain, d'autre part, favorisent les révolutionnaires. Il est indéniable qu'au Salvador comme au Guatemala, l'impérialisme n'a pas eu plus de succès qu'au Nicaragua dans ses tentatives d'isolement social et politique des révolutionnaires. Il est tout aussi indéniable que Washington a réussi à réaliser un relatif consensus parmi les bourgeoisies latino-américaines sur la nécessité de s'opposer à ces révolutions en cours. Mais il n'a pu obtenir d'elles l'appui indispensable à la mise en œuvre de la solution spécifique qu'il propose.

Bien que des gouvernements comme ceux du Brésil, du Venezuela, du Pérou et du Mexique — pays où l'escalade guerrière de Reagan pourrait être source de graves problèmes internes — soient clairement opposés à toute extension de la révolution en Amérique centrale, ils sont, en même temps, hostiles à une intervention nord-américaine dans la région. Cela s'est, une fois de plus, manifesté de la façon la plus claire, lors de la dernière réunion de l'Organisation des Etats

américains (OEA). De ce fait, Washington se trouve, politiquement, dans une situation qualitativement plus défavorable qu'en 1965, lorsque l'écrasement de la révolution dominicaine put être menée à bien.

Néanmoins, l'incapacité de l'oligarchie à mettre en œuvre la moindre réforme significative, la faiblesse des secteurs plus « modernes » de la bourgeoisie, la force politique et militaire des organisations révolutionnaires et le caractère explosif des contradictions sociales s'accumulant dans l'ensemble de la région font que l'impérialisme n'a guère d'autre alternative que de préparer une intervention militaire. Ce qu'il fait, au risque de devoir affronter une opposition massive de la jeunesse et de la classe ouvrière nord-américaine. Aucun doute n'est possible quant à la détermination de l'impérialisme et à la barbarie des méthodes qu'il est prêt à utiliser.

En Amérique centrale, toutes les conditions sont réunies pour l'éclatement d'une crise révolutionnaire telle que l'ont définie Lénine et Trotsky. La classe dirigeante est divisée ; elle a perdu confiance en elle-même ; elle ne dispose pas d'un projet politique viable et elle ne peut néanmoins continuer à gouverner de la même manière qu'auparavant ; les masses travailleuses sont exaspérées ; elles n'acceptent plus l'oppression brutale et inhumaine dont elles sont les victimes depuis toujours. Malgré quelques erreurs commises dans le passé par les organisations révolutionnaires, il a été possible de construire des organisations de front unique réellement engagées dans le combat. Au même moment, des secteurs de la petite bourgeoisie tendent à rejoindre la lutte des ouvriers et des paysans. Le rapide processus de prolétarianisation qu'elles connaissent, la brutalité de la répression dont elles sont victimes et la détérioration accélérée de leurs conditions de vie concourent, à des degrés divers, à impulser cette évolution.

Dans tous les pays de la région, les montées révolutionnaires se sont développées à partir d'un fort sentiment anti-impérialiste et démocratique. La forme de domination économique, politique et idéologique imposée par l'impérialisme détermine dans une large mesure ce processus de radicalisation des masses. Partout celles-ci ont souffert de l'absence quasi totale de libertés démocratiques. La faiblesse structurelle de la bourgeoisie, l'existence d'une oligarchie ultra-réactionnaire, le rôle de l'armée, la relation avec l'impérialisme sont parmi les facteurs centraux expliquant la situation qui prévaut actuellement.

De fait, chaque fois que se sont produites des luttes pour des revendications démocratiques, la réponse des classes dominantes a été de réprimer encore plus.

Et les tentatives réformistes les plus timorées, comme celle de Jacobo Arbenz, en 1954 au Guatemala, ont été interrompues brutalement au moyen de coups d'Etat militaires.

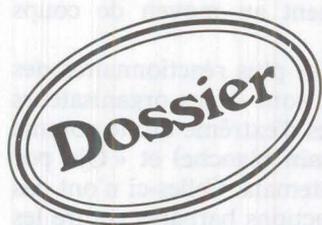
Les secteurs militaires les plus réactionnaires des forces armées ont été — et sont — les organisateurs directs de groupes terroristes d'extrême droite comme « la Mano Blanco » (La main blanche) et « Ojo por ojo » (œil pour œil) au Guatemala. Celles-ci n'ont pas seulement concentré leurs actions barbares contre les organisations menant la lutte armée, mais aussi contre les syndicats, les organisations étudiantes et même des personnalités libérales pouvant difficilement être « suspectes de communisme ». Ce sont de tels processus qui ont jeté les bases de véritables « sociétés policières » au sein desquelles les libertés démocratiques les plus élémentaires sont bafouées.

On comprend dès lors l'étonnante incapacité des gouvernements et des oligarchies centro-américaines à créer la moindre « soupape de sécurité » face au mécontentement social croissant. Les farces électorales, les fraudes grossières qui les accompagnent à peu près toujours, ont interdit la mise en place de mécanismes minimum de recherche du moindre consensus social. Aussi bien au Nicaragua à l'époque de Somoza, qu'au Guatemala et au Salvador jusqu'à aujourd'hui, les fraudes électorales systématiques n'ont pas peu contribué à convaincre les organisations révolutionnaires d'adopter des méthodes d'action beaucoup plus « directes » et efficaces que les « traditionnelles ».

Ce sont notamment ces données qui ont fait que, dans l'ensemble de ces pays, la lutte pour les libertés démocratiques a conduit de manière quasi inévitable à la confrontation directe avec l'appareil répressif de l'Etat. Le développement et le renforcement des organisations révolutionnaires est indissociable de leur compréhension de cette situation. Pendant une longue période, les organisations réformistes ont tenté de faire de la lutte pour des élections « propres », pour le « respect du vote populaire », l'objectif central de la lutte des travailleurs. Les organisations révolutionnaires ont quant à elles, compris la nécessité de lier la mobilisation pour les libertés démocratiques, pour le droit de grève et l'autogestion universitaire, avec le combat pour l'organisation indépendante des masses et pour le développement de leur autodéfense armée. La force et la légitimité des organisations révolutionnaires armées d'Amérique centrale prennent racine dans la relation intime qu'elles ont su entretenir avec les masses, dans leur capacité à capter les expressions de leur véritable niveau de conscience.

Tableau II

(% emplois)	Industrie		Services	
	1960	1978	1960	1978
Honduras	11	14	19	23
Guatemala	14	20	19	24
El Salvador	17	22	21	26
Nicaragua	16	15		
Panama	14	18	35	47
Costa-Rica	19	23	31	48



L'autre aspect central et déterminant pour la lutte dans ces pays est l'ampleur et le poids de la présence impérialiste. La relation existant entre les oligarchies, leurs gouvernements et l'impérialisme a interdit la possibilité d'un quelconque développement indépendant, au plan économique et politique. Pour l'impérialisme « yankee », cette région est une « arrière-cour » où il a toujours considéré normal de faire ce que bon lui semblait en fonction de ses intérêts les plus immédiats. Cette relation a impliqué que les différents gouvernements d'Amérique centrale, à l'exception aujourd'hui de celui du Nicaragua, ne soient que des marionnettes au service des intérêts nord-américains. Dès lors, la lutte anti-impérialiste est aussi, et sans médiation aucune, une lutte contre les oligarchies et leurs gouvernements respectifs. En ce sens, le nécessaire **front anti-impérialiste**, lorsqu'il se forme, devient presque immédiatement un front anticapitaliste. Cela a été parfaitement compris par les dirigeants des Etats-Unis, comme le montre leur opposition à toute « issue intermédiaire ».

## Le front unique anti-impérialiste

Aux yeux des masses d'Amérique centrale, la relation de leurs pays avec l'impérialisme est synonyme d'oppression. Leur puissant sentiment anti-impérialiste alimenté sur ces bases a été capté et relayé par les organisations révolutionnaires. En ce sens, la lutte révolutionnaire centro-américaine a été et sera, pour une dimension essentielle, une lutte de libération nationale anti-impérialiste.

La lutte démocratique, de libération nationale et anti-impérialiste, représente la caractéristique fondamentale de toute révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. C'est en ce sens que nous disons qu'il s'agit là de la première phase de la lutte. Au cours de cette phase, peut se développer un **front unique anti-impérialiste** au sein duquel il n'est pas exclu de retrouver quelques représentants bourgeois. C'est ce que nous a rappelé — ou appris — la révolution nicaraguayenne. L'alliance entre le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et divers courants bourgeois représentés par Violetta Chamorro, d'une part, et Alfonso Robelo, d'autre part, répondait précisément à cette phase. Elle est l'expression d'un senti-

ment national anti-impérialiste qui ne distingue pas encore le rôle que jouent ces secteurs bourgeois. Cela signifie que l'existence d'un front de cette nature ne dépend pas, en premier lieu, de la volonté d'une partie de la direction du mouvement de masse ou de tel ou tel parti, mais du niveau de conscience des masses elles-mêmes. Si ce niveau de conscience leur a permis d'identifier l'impérialisme comme la cause de leur oppression et de leur exploitation, l'obligation des révolutionnaires est d'aider à la mobilisation des masses contre l'impérialisme.

Si, au début, des secteurs bourgeois veulent être partie prenante de cette lutte, si, aux yeux des masses, ces secteurs représentent encore une force crédible, il est nécessaire de faire l'unité. Mais il est évident que, dès le début, s'engage une lutte sans concession pour l'hégémonie du processus. Ce problème de l'hégémonie n'est en rien abstrait. Il est intimement lié aux méthodes de lutte, à la capacité à préserver l'indépendance de classe et aux rapports de forces concrets à tous les niveaux.

Trotsky expliquait ainsi la situation des courants bourgeois voulant faire partie d'un front anti-impérialiste : « *Il est parfaitement évident que la bourgeoisie se joint au camp des révolutionnaires, ni par hasard, ni par légèreté d'esprit, mais parce que ses intérêts de classe l'y poussent* (in *l'Internationale communiste après Lénine*). » Et, plus loin, il ajoutait, décrivant à peu de choses près ce qui s'est passé avec Alfonso Robelo et Violetta Chamorro : « *Par peur des masses, ils abandonnent immédiatement la révolution ou manifestent ouvertement contre elle une haine qu'ils avaient dissimulée jusqu'alors.* »

Faut-il rappeler que c'est aussi et très exactement ce qui s'est passé à Cuba dans les deux années qui ont suivi la victoire sur la dictature de Batista en janvier 1959 ?

Lorsqu'un tel **front anti-impérialiste** est créé, sa signification doit être absolument claire. Il ne faut pas confondre le point de départ et le point d'arrivée. En d'autres termes, il ne faut pas confondre la formation d'un front avec des secteurs de la bourgeoisie — le point de départ — avec la nécessaire rupture avec ces secteurs si l'objectif est réellement le triomphe révolutionnaire — le point d'arrivée.

C'est évidemment là que la question de l'hégémonie se pose de manière décisive. Si le **front unique anti-impérialiste** est dirigé par des secteurs patronaux, inévitablement il aboutira à l'écrasement des exploités et des opprimés. Et cela non pas comme conséquence d'une victoire ultérieure des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie, mais comme conséquence d'une victoire de ces mêmes secteurs bourgeois participant au front anti-impérialiste. Les exemples du Kuomintang chinois, du Mouvement nationaliste révolutionnaire bolivien (MNR) ou du péronisme argentin le prouvent.

La vraie question est de savoir qui est prisonnier de qui. A cet égard, les méthodes de lutte, le programme, mais par-dessus tout l'indépendance politique et organisationnelle du prolétariat et de ses alliés sont les paramètres à partir desquels il est possible de déterminer qui détient réellement l'hégémonie dans un front de cette nature.

Les développements révolutionnaires d'Amérique centrale, par leur contenu et leur dynamique, confirment — comme l'avait fait la révolution cubaine il y a maintenant plus de vingt ans — la validité de la théorie de la révolution permanente.

## Dynamique du processus révolutionnaire

Pourtant, d'autres courants politiques — staliens ou influencés par le stalinisme — ont, au contraire, voulu y voir la confirmation de leurs thèses sur la nécessité d'une « étape intermédiaire » entre la défaite de l'ancien régime bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pourquoi, selon ces courants, la nécessité d'une telle étape ? Dans un pays arriéré, elle doit permettre, expliquent-ils, un développement des forces productives dans le cadre d'un système toujours capitaliste. En d'autres termes, elle doit favoriser un processus d'accumulation du capital conduisant à un renforcement quantitatif du prolétariat. Des conditions plus favorables seraient ainsi créées pour avancer vers le socialisme. Il s'agit donc, et nécessairement, d'une étape longue ; d'une étape historique.

Les conditions objectives prévalant aujourd'hui en Amérique latine, comme l'expérience accumulée par les révolutionnaires — notamment depuis la révolution cubaine —, ne militent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, en faveur d'une telle théorie.

C'est pourquoi les tenants de la révolution « par étapes » tendent à se référer de plus en plus à la conception élaborée par Lénine avant qu'il écrive les « *Thèses d'avril* », en 1917 : celle de la **dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et paysans**.

Selon cette conception, la bourgeoisie des pays arriérés serait incapable par elle-même de stimuler un développement des forces productives dans le cadre d'un capitalisme toujours dominé par la vieille oligarchie réactionnaire. Cette incapacité étant particulièrement notoire en ce qui concerne l'agriculture. Il reviendrait donc au prolétariat, en alliance avec la paysannerie et après avoir pris le contrôle de l'Etat, de développer le système capitaliste et ce durant toute une étape historique.

Lénine, selon nous, a abandonné cette position lorsqu'il écrivit les *Thèses d'avril* qui réarmèrent le parti bolchevik en orientant son action vers la prise du pouvoir par les soviets ouvriers. Dans ces thèses, la révolution est décrite comme un processus ininterrompu dont l'objectif central est l'instauration de la dictature du prolétariat.

Trotsky, dans la *Révolution permanente*, écrit : « *L'opinion traditionnelle [est] que la dictature du prolétariat [doit] être précédée d'une période prolongée de démocratie. La théorie de la révolution permanente [proclame] que, dans les pays arriérés, la démocratie [passe] par la dictature du prolétariat. Ainsi, la démocratie [cesse] d'être un régime avant une valeur intrinsèque pour plusieurs décennies et se [convertit] en prélude immédiat de la révolution socialiste. Un lien continu les unit l'une*

*à l'autre. Entre la révolution démocratique et la transformation socialiste il s'établit de ce fait un rythme révolutionnaire permanent.* »

Cette citation synthétise clairement le cadre stratégique des développements actuels en Amérique centrale.

Deux aspects fondamentaux sont là englobés. D'une part, l'affirmation qu'il est impossible de mener à bien une véritable révolution démocratique sans l'instauration de la dictature du prolétariat. D'autre part, l'idée que si la transcendance d'une révolution démocratique en une révolution socialiste est un processus dont la durée ne peut être déterminée à l'avance, il n'existe pas de séparation historique entre l'une et l'autre.

En ce sens, nous pouvons dire qu'un processus de révolution permanente est en cours au Nicaragua. Un processus non encore achevé et dont l'aboutissement devrait être — à une échéance chaque fois plus rapprochée —, le surgissement d'un nouvel Etat ouvrier.



Combattante salvadorienne



## «UNE INTERNATIONALE POUR NOTRE EPOQUE»

# Des militants des CCA appellent à rejoindre la LCR

Les Comités communistes auto-gestionnaires se sont constitués en 1977 à partir de militants venus de la LCR et du PSU. Au terme d'une longue trajectoire dont le texte suivant rend compte en partie, l'ex-tendance 2 des CCA a décidé de rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale et sa section française. Elle s'en explique ici.

**P**ARCE QU'ELLE est plus profonde et plus complexe encore que celles que l'histoire a déjà connues, la crise capitaliste d'aujourd'hui va conduire à des affrontements de classes sans précédents. Comme toujours en pareilles circonstances, le mouvement ouvrier réformiste, qui n'a pourtant déjà survécu que grâce aux défaites du passé, étale son impuissance et son désarroi. Au crétinisme parlementaire s'est ajouté le crétinisme de la croissance économique. Nos stratèges « socialistes » et « communistes » n'avaient pas prévu que le capitalisme puisse aller mal.

Du coup, la triste politique qui fut tant de fois la leur, consistant à faire patienter éternellement les travailleurs en leur distribuant quelques miettes et en espérant ainsi gagner la confiance de la réaction, est devenue caduque avant même d'avoir pu être appliquée. En France ils se sont lié les mains et, devenu l'otage du grand patronat, le gouvernement est contraint d'appliquer la politique de Raymond Barre. En Allemagne et en Angleterre, leur incapacité à fournir une véritable alternative sociale et politique aux tenants du capitalisme ultra-libéral offre une chance inespérée à la bourgeoisie et à ses partis. Partout le désarroi et l'incertitude se répandent dans le mouvement ouvrier.

La bourgeoisie aurait-elle donc les moyens de surmonter sa crise aux dépens des travailleurs, sans affrontements coûteux ? Ce serait oublier l'expérience accumulée depuis quinze ans

par la classe ouvrière internationale. Une profonde vague de radicalisation a secoué l'Europe, du Portugal à l'Italie, de la France à l'Espagne, de la Grèce à l'Irlande. Les révolutions polonaise et nicaraguayenne lui ont répondu en écho, malgré la normalisation tchécoslovaque et la victoire temporaire du fascisme dans le cône Sud de l'Amérique.

Une génération entière de travailleurs a accumulé des expériences de masse sans avoir subi de défaites majeures. Elle reste présente dans l'action aujourd'hui. Elle reste encore dans l'influence des directions réformistes, mais a pris ses distances d'avec elles ; la crise plus ou moins permanente des partis « socialistes » ou « communistes », malgré leurs victoires électorales, s'explique aussi par leur incapacité à reconstruire à leur profit une base de masse stable et durable.

De nombreuses forces d'extrême gauche se sont essayées depuis quinze ans à construire l'alternative révolutionnaire qui reste donc plus que jamais possible. La plupart ont fondu comme neige au soleil, parce que les problèmes stratégiques de la révolution sont infiniment plus complexes que les schémas simplificateurs du « maoïsme » ou du populisme.

Beaucoup de courants ont cru pouvoir répondre aux insuffisances de la IV<sup>e</sup> Internationale en tentant en dehors d'elle de reprendre à leur compte l'héritage de l'Opposition de gauche, qui avait synthétisé les acquis théoriques de la précédente phase révolutionnaire, en créant la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base du Programme de transition. Aucun n'y est parvenu, parce que leur manque d'expérience et de continuité organisationnelle avec le passé les a rendus incapables de résister aux pressions conjuguées de la bourgeoisie et du réformisme dans la phase de recul temporaire de la fin des années soixante-dix.

Nous avons ainsi appartenu à une organisation, la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI) — dont les CCA furent la section française — qui avait été à notre avis le plus loin dans la tentative d'adapter à notre époque les acquis de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle a cependant échoué, en régressant en deçà de ces acquis, retournant notamment à une conception libertaire et petite-bourgeoise de l'organisation.

En se séparant de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1965, quels qu'aient pu être les torts des uns et des autres à l'époque, la TMRI a rompu le lien vivant qui la maintenait amarrée au combat de l'Opposition de gauche. Même si son apport reste à notre avis significatif sur plusieurs questions, l'ensemble de sa problématique a sombré de ce fait au bout du compte dans un centrisme opportuniste qui fait désormais d'elle un facteur de confusion dans la nécessaire construction d'un parti révolutionnaire.

Dans la dernière décennie, de divers horizons, on a ainsi beaucoup reproché à la IV<sup>e</sup> Internationale son manque de créativité dans l'application de son héritage politique aux données nouvelles de la période actuelle, et nous persistons à croire que les critiques étaient souvent fondées. Cependant, aucun courant n'a pu fournir d'alternative cohérente et supérieure.

C'est que l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire adaptée à notre époque exige la maîtrise des problèmes posés lors des précédentes phases révolutionnaires.

Seule la IV<sup>e</sup> Internationale a su maintenir ce lien vivant, non par les textes, mais par une continuité humaine et politique, c'est-à-dire une continuité de parti basé sur la théorie léniniste du centralisme démocratique, qu'aucune mode éphémère ne nous fera réduire aux aspects discutables de la terrible phase de guerre civile des années vingt en Russie.

La IV<sup>e</sup> Internationale, après des décennies de combats acharnés dans l'isolement, a connu un développement significatif dès lors que la révolution est repartie à l'assaut à la fin des années soixante. Elle a su résister au recul conjoncturel de ces dernières années. Seuls les esprits superficiels ne sauront y voir que la force — d'ailleurs bien relative — d'un appareil. Cette force maintenue s'explique par le programme sur lequel la IV<sup>e</sup> Internationale est restée fondée.

La IV<sup>e</sup> Internationale a ses faiblesses ? C'est l'évidence. Elle va même jusqu'à commettre des bévues coûteuses comme lors de son hésitation à réclamer le départ des troupes russes d'Afghanistan ou lorsqu'elle croyait possi-

ble une fusion avec l'agence de la social-démocratie qu'est, hélas, devenu le PCI et son « Comité international ». Mais elle a su les redresser.

Encore partiellement prisonnière du passé où elle eut à préserver le marxisme révolutionnaire dans une formidable période de réaction, elle hésite à s'ouvrir, à l'heure de la formidable expérience polonaise, à la problématique de l'autogestion comme but et moyen du socialisme. Nous restons pourtant convaincus que c'est dans cette direction que doit être recherchée la véritable continuité moderne avec le Programme de transition.

Dans le mouvement ouvrier et européen, nombreux sont ceux qui ont fait l'expérience des forces réformistes et de l'incapacité d'une extrême gauche encore immature à devenir une force de masse. Pourtant, confrontée au combat quotidien et aux échéances de la lutte de classes, tous cherchent encore plus ou moins confusément la nécessaire alternative communiste et révolutionnaire.

A tous ceux-là, nous disons : finissons-en avec le mythe de l'organisation parfaite dont il faudrait attendre l'avènement pour s'y rallier, et sachons prendre nos responsabilités par rapport au mouvement ouvrier tel qu'il est. L'échec de la TMRI et des CCA est une illustration supplémentaire, cette fois en négatif, de ce que la IV<sup>e</sup> Internationale reste un instrument certes imparfait, mais qui n'a pas failli. Nous devons alors lui apporter notre contribution, fût-elle modeste : d'une part, notre énergie militante consciemment disciplinée — car la discipline dans l'action reste la condition suprême de l'expérimentation collective — et dans le même temps notre critique constructive.

La crise capitaliste s'amplifiant et les combats de classe s'annonçant difficiles, il deviendrait alors criminel d'entretenir une dispersion démontrée inutile des forces marxistes révolutionnaires.

Voilà pourquoi les militantes et militants de l'ex-tendance 2 des CCA prennent leurs responsabilités et ont choisi, malgré des divergences maintenues, de rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale. En livrant dans les colonnes de Critique communiste notre dernière prise de position avant de nous fonder dans ses rangs, nous appelons tous ceux qui ont partagé nos positions — et nos erreurs — à rejoindre le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, convaincus qu'elle est la seule voie militante pour construire l'Internationale communiste de notre époque et avancer vers le socialisme d'autogestion.

Le 15 juin 1983

## POUR LES SIX MOIS ET LES DROITS DEMOCRATIQUES

# Quinze mois de campagne dans les casernes

Bernard CLIFDEN et François NICOLAS

**F**EVRIER 1982, mai 1983 : après quinze mois d'une intense activité de masse qui a mobilisé plus de soldats que n'en avait rassemblés aucune campagne de ce genre auparavant, le temps est venu de tirer un premier bilan d'une mobilisation où les militants de la LCR et des JCR ont joué un rôle important. Cela à l'heure où le collectif de campagne des soldats, fort des 10 000 signatures qu'il a recueillies au bas de la pétition nationale, « appelle les soldats des garnisons de France, d'Allemagne fédérale et d'outre-mer à cesser l'activité pétitionnaire, au lendemain du vote par le Parlement de la réforme croupion du service militaire proposée par Charles Hernu ».

Le 13 février 1982, le collectif national de campagne des soldats tenait sa première conférence de presse à la Bourse du travail à Paris. Événement quelque peu exceptionnel, puisque moins d'un an après le 10 mai, une dizaine de soldats dont un aspirant, tous en uniforme et à visage découvert, lançaient un triple appel au nom de mille de leurs camarades. Appel aux soldats des trois armes en premier lieu pour qu'ils signent et fassent signer massivement la pétition du collectif pour les six mois pour tous, comme promis, et les droits démocratiques d'information, d'expression et d'organisation dans les casernes. Appel ensuite au mouvement ouvrier et à la jeunesse pour qu'ils soutiennent activement ces exigences des soldats, qui prenaient appui sur les promesses du candidat Mitterrand durant la campagne électorale. Appel enfin au nouveau ministre de la Défense, Charles Hernu, pour qu'il consente à entendre un autre point de vue que celui des généraux de l'état-major, le collectif proposant de le rencontrer le plus tôt possible.

Cet appel sera entendu — et bien entendu — dans les camps, les bases et les casernes. En moins de deux mois, 3 000 signatures parviennent à la boîte à lettres du collectif. Le plus souvent il s'agit de listes de signataires qui témoignent d'une activité organisée, dans plus d'une centaine d'unités, autour du premier communiqué de campagne du collectif.

Cet appel des soldats sera aussi entendu par les jeunes du collectif civil « pour les six mois comme promis » qui diffuseront massivement dans les gares, au retour des permissionnaires, les divers communiqués du collectif des soldats. L'URP CFDT, la FEN, l'URP FO, la JOC, l'UNEF-ID, la Libre Pensée, le PSU, la LCR, les JCR et le PCI s'associeront au meeting du 5 mars contre la répression qui frappe plusieurs membres du collectif au lendemain de la conférence de presse.

En revanche, Hernu fait la sourde oreille, affiche son mépris pour les revendications de la jeunesse et des soldats. Il sera tout de même contraint à réduire le nombre de jours d'arrêts infligés aux premières victimes de la répression kaki de l'après-10 mai, et c'est déjà une première victoire. Les « 20 jours d'arrêts » remplacent de fait les traditionnels « 60 jours de cellules » qu'ont connus depuis dix ans la plupart de ceux qui ont animé les luttes des soldats.

Hernu et le gouvernement choisissent en fait leur camp. Ils couvrent ouvertement la répression, donnent la consigne « d'uniformiser les sanctions ». La justification de leur attitude qu'ils fournissent s'inspire des platitudes réformistes les plus classiques qui ont tant de fois coûté si cher à la classe ouvrière. Pour eux, l'armée est un outil technique, neutre. Puisque les mauvais dirigeants de la nation qu'étaient les gens du RPR et de



13 février 1982 : première conférence de presse du collectif.

l'UDF ne sont plus aux postes de commandes, l'appareil militaire est devenu l'instrument du changement sous la direction du nouveau ministre... Voilà pour le discours côté cour. Côté jardin, la répression continue tandis que vont se multiplier les prises de position réactionnaires sur « l'expansionnisme soviétique » et la nécessité de la lutte contre l'insécurité intérieure. Un langage que seule la droite peut comprendre. La capitulation du gouvernement devant l'état-major est conforme aux reculades devant le patronat. Cette politique déçoit les jeunes comme les travailleurs et aiguise dangereusement les appétits de revanche des patrons comme des généraux.

## Malgré Hernu

Au lieu de s'attaquer à la haute hiérarchie militaire en accordant les droits démocratiques aux soldats et en réduisant le service militaire à six mois pour tous, le gouvernement va jusqu'à permettre à un Lacaze, ex-bras droit militaire de Giscard, de dicter ses conditions dans une interview retentissante à *l'Express* : ce général exige que la part du PIB consacrée à la défense passe rapidement la barre des 4 %, quitte à rogner sur les budgets sociaux. La préfiguration en quelque sorte de la loi de programmation militaire adoptée par le Parlement le 19 mai dernier.

Pour ne pas être en reste, le PCF qualifie de « provocation » la lutte des soldats regroupés autour du collectif. Dans la continuité du trop fameux « *une seule armée, une seule police* » de Thorez à la Libération et du ralliement non moins honteux de Marchais à la force de frappe, il entend lui aussi donner des gages à la haute hiérarchie militaire. Pourtant, malgré la prise de position on ne peut plus claire de *Correspondance Armée Nation*, le bulletin militaire du PCF, le 42<sup>e</sup> Congrès de la CGT maintient l'objectif des six mois dans son programme d'action, ce qui témoigne de l'impact de masse réel de la lutte des soldats.

Ce soutien verbal de la CGT comme des autres centrales syndicales donne un nouvel élan à la campagne. Le cap des 4 000 signatures est franchi à l'occasion de la seconde conférence de presse du collectif le 27 avril 1982. La progression du nombre de signatures et l'agitation souterraine qu'elle provoque dans près de deux cents unités correspondent à la multiplication de conflits dans les usines

autour de l'application de l'ordonnance sur les 39 heures. Dans les deux cas, il s'agit d'une traduction du « on a gagné » le 10 mai, mais la politique des directions syndicales fait que la généralisation n'est pas au rendez-vous.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1982, le collectif de campagne se voit contraint de limiter sa participation à l'envoi de délégations dans les trois cortèges, ce qui est très en deçà de la combativité qui, dans les casernes, ne demande qu'à pouvoir s'exprimer dans un cadre unitaire. Conséquence logique, Hernu, pour le premier anniversaire du 10 mai, fait jeter aux arrêts les soldats qui ont représenté le collectif dans les manifestations ouvrières du 1<sup>er</sup> Mai.

Face à cette provocation, le large front contre la répression constitué deux mois plus tôt ne pourra pas être reconduit au niveau national. Certes, la CGT comme la CFDT, FO ou la FEN se prononcent verbalement pour la libération des soldats emprisonnés mais se refusent désormais à organiser toute initiative de mobilisation concrète. Les directions syndicales ont compris qu'elles ne pourraient pas contrôler cette lutte des soldats qui affronte de plus en plus nettement la politique gouvernementale. Elles préfèrent tenter de l'isoler. Le collectif ne sera jamais reçu par Hernu et la direction de la CFDT ira même jusqu'à publier une longue circulaire interne pour demander à ses unions régionales de rompre avec les représentants locaux du collectif des soldats.

En dépit de ce lâchage, qui laisse les soldats seuls face à la répression tandis que le gouvernement amorce sa nouvelle politique d'austérité et organise le sommet impérialiste de Versailles, le mouvement se maintient dans les casernes. A la fin du mois de juin 1982, le cap des 6 000 signatures est franchi. Le collectif va donc tenter, pour la rentrée de septembre, de renforcer l'organisation de la campagne dans un contexte qui n'est plus aussi favorable.

Durant l'été 1982, le ministère, conscient de la profondeur du mouvement qui agite les casernes, maniera à la fois la carotte et le bâton. D'un côté, les arrêts de rigueur seront définitivement supprimés ce qui constitue une victoire appréciable. De l'autre, trois des premiers porte-parole du collectif qui devaient être libérés normalement à la fin juillet se voient gratifiés de près d'un mois de « rab disciplinaire ». Une manière comme une autre pour Hernu et le gouvernement de lâcher du lest sur le fond

## Cinq acquis de la campagne

- Sans se solder par une victoire ni sur les six mois, ni même bien sûr sur les droits démocratiques, la campagne a été l'élément décisif pour imposer un recul de la répression à l'intérieur des casernes. En témoigne la suppression des arrêts de rigueur.

- L'activité du collectif national, unanimement reconnu comme la direction du mouvement, a fait avancer dans le milieu les formes de luttes de masse à visage découvert et la pratique d'une centralisation démocratique des luttes.

- Les soldats ont pris l'habitude de se réunir, au grand jour, nationalement, dans les bourses du travail, ce qui est à la fois une première et un point d'appui décisif pour les campagnes de masse ultérieures.

- Les dizaines de milliers de jeunes touchés directement ou indirectement par le collectif ont non seulement fait leur première expérience de lutte mais il est probable que, retournés à la vie civile, ils seront autrement attentifs que leurs aînés aux luttes futures des soldats.

- Les multiples prises de position, émanant des instances locales des partis et syndicats ouvriers, ouvrent la voie à un nouveau développement des relations entre le mouvement ouvrier et les comités de soldats.

A l'heure où le gouvernement met en œuvre une politique de surarmement et de militarisation s'inspirant de celle de Reagan ou Thatcher, à l'heure où il accentue sa politique d'austérité contre les travailleurs et la jeunesse, ces acquis sont autant d'atouts : pour ceux qui, sous l'uniforme, entendent rester de jeunes travailleurs à part entière et prendre part, en conséquence, aux luttes de leur classe contre l'austérité et l'effort de guerre impérialiste qui vont de pair.



22 septembre 1982 : conférence de presse de rentrée du collectif.



1<sup>er</sup> Mai 1983 : le cortège du collectif dans la manifestation unitaire CGT/CFDT/FEN à Paris.

tout en maintenant une politique de répression certes sélective mais brutale.

## 10 000 signatures

A l'automne 1982, c'est la question du budget militaire 1983 qui polarise les débats au sein du collectif de campagne. Hernu n'a en effet rien cédé sur les deux revendications de la pétition nationale, et ce qu'il annonce prend l'exact contre-pied des exigences des soldats. Les crédits destinés aux forces nucléaires augmentent de plus de 25 %, 4 000 postes de gendarmes sont créés et le pouvoir laisse entendre qu'il se prépare à mettre en place un service inégalitaire à plusieurs vitesses.

Et puis, alors que l'austérité, dénommée rigueur, devient le maître mot de la politique gouvernementale, les orientations impérialistes du budget de guerre ne laissent guère de doute sur les intentions gouvernementales quant à la future loi de programmation militaire.

Pour parvenir à ses fins au moindre coût, le gouvernement opte pour l'instauration d'un service long sur la base du volontariat, qui doit lui fournir un réservoir de main-d'œuvre bon marché pour les interventions extérieures comme pour certaines tâches de maintien de l'ordre. Le cadre de la nouvelle politique est ainsi tracé : les balayeurs, les secrétaires, les cuisiniers feront un service « court » de douze mois et les combattants se verront « offrir » quelques menus avan-

tages en échange d'un service de seize mois à trois ans. Ce qu'aucun gouvernement de droite n'avait osé faire depuis la guerre de Algérie, c'est la gauche qui s'y attelle !

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le 22 septembre dernier, le collectif condamnait vigoureusement cette politique qui divise les jeunes sous les drapeaux et fait des jeunes les plus défavorisés la proie toute désignée des sergents recruteurs du militarisme bourgeois. Le collectif appela donc une nouvelle fois à la mobilisation et au renforcement de l'organisation des soldats à tous les niveaux. Il désigna des délégués régionaux qui, libérés des obligations militaires, pourraient aider efficacement leurs correspondants dans les unités ; il décida d'éditer un bulletin téléphonique hebdomadaire pour faire circuler l'information le plus rapidement possible. Le résultat de cet appel confirma une nouvelle fois le maintien d'une forte combativité dans les unités : 1 000 nouvelles signatures furent récoltées en moins d'un mois malgré le silence des médias sur l'activité du collectif ; malgré les difficultés de la seconde campagne civile qui n'eut ni l'ampleur ni l'écho de celle qui, un an plus tôt, avait permis de recueillir 80 000 signatures de civils pour que soit tenue la promesse de Mitterrand de réduire à six mois le service militaire.

Autant de difficultés à prendre en compte par le collectif qui organisa trois réunions nationales de ses correspondants dans les unités pour faire le point et tenter malgré tout d'infléchir les nouvelles orientations gouvernementales. Il n'y parviendra certes pas, mais il fera une fois de plus la preuve de sa représentativité en recueillant 3 000 nouvelles signatures entre novembre et avril 1983. Ainsi était atteint le chiffre symbolique de 10 000 ; 10 000 soldats qui ont bravé la répression pour faire entendre clairement la voix de la jeunesse sous les drapeaux.

C'est dans ces conditions que le collectif des soldats a décidé au lendemain du vote par le Parlement de la réforme du code du service national, et après avoir porté les 10 000 signatures à l'Elysée, d'appeler à cesser l'activité pétitionnaire. Il précisait alors que son apparition réussie le 1<sup>er</sup> Mai dernier serait la dernière de ce genre ; qu'il appelait tous ceux qui lui ont fait confiance à poursuivre la lutte dans et hors des casernes ; qu'il souhaitait enfin que les nombreux acquis positifs d'une campagne qui aura marqué l'histoire du mouvement des soldats servent aux luttes futures.

## LIVRE

# Karl Marx, histoire de sa vie par Franz Mehring

Jean-Marie FREYSSAT

**Q**UELLE misère que l'édition française en matière d'œuvres politiques de fond ou même de simples classiques du mouvement ouvrier !

Entre autres scandales, il aura fallu attendre soixante-cinq ans la plus importante des biographies de Marx existantes, celle de Franz Mehring, depuis longtemps traduite dans de nombreuses autres langues. Parue en Allemagne pour le centenaire de la naissance de Marx, elle paraît, en France, pour le centenaire de sa mort. Espérons que nous n'attendrons pas le bi-centenaire pour avoir à notre disposition la biographie, qui fait autorité, de son alter ego, Friedrich Engels, par Gustave Mayer.

## L'auteur

Toute œuvre d'historien est politique. S'il peut y avoir une histoire objective, il ne peut y avoir d'histoire impartiale. L'historien marxiste prend parti, et ne le cache pas. Et c'est de cette manière, en se plaçant délibérément et explicitement aux côtés du prolétariat qu'il peut espérer faire œuvre objective.

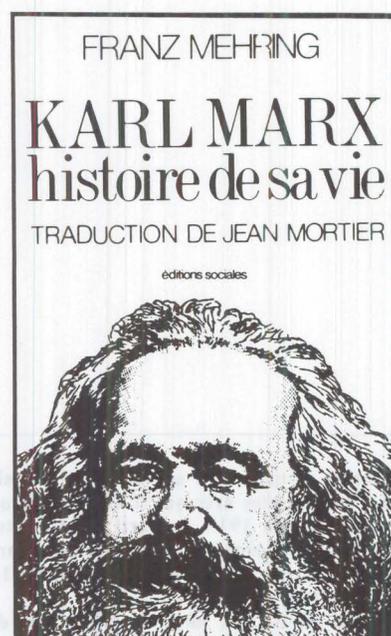
Cependant, toute œuvre historique, même non circonstancielle, est située. Lorsque Mehring écrit son bel ouvrage, c'est au cœur de la grande tourmente de 14-18 qui vit sombrer dans « l'union sacrée » la plupart des partis sociaux-démocrates, et en particulier le fleuron de la II<sup>e</sup> Internationale, ce SPD dont il était à la fois le journaliste politique le plus renommé et l'historien le plus connu. Avec toute l'autorité que lui donne le fait d'avoir été des années le rédacteur en chef du quotidien *la Gazette populaire de Leipzig* dont il fit — d'après un de ses biographes — un modèle de journal ouvrier révolutionnaire, d'avoir

été chargé par Rosa Luxemburg des cours d'histoire à l'école de cadres du parti qu'elle dirigeait, d'avoir tenu la rubrique historique de *Neue Zeit*, la revue théorique du parti, il prend sa revanche, dans sa biographie sur « les grands prêtres », les « pontifes du marxisme » qui, « après avoir médité pendant trente ou quarante ans sur la moindre virgule chez Marx, ont été incapables d'agir comme lui à un moment historique donné, alors qu'ils auraient pu et auraient dû le faire et qu'au lieu de cela, ils ont brutalement changé de cap comme des girouettes ballottées par les vents » (Préface).

En effet, dès le 4 août 1914, jour du vote des crédits de guerre par la fraction social-démocrate au Parlement, Mehring se retrouve aux côtés de la gauche révolutionnaire qui se réunit dans l'appartement de Rosa. Avec elle, il a déjà eu maille à partir, non seulement avec l'aile droite du parti, les syndicalistes qui boycottaient l'école de cadres, mais avec les soi-disant « orthodoxes » regroupés autour de Kautsky qui, à partir de 1912, les avaient éliminés du comité de rédaction de la *Gazette populaire*, censuré, puis éliminé leurs articles de la *Neue Zeit* (1).

« L'autocritique la plus impitoyable, la plus dure que l'on puisse imaginer », qu'il appelait de ses vœux dans une lettre du 16 décembre 1913, ne vint jamais. Son *Karl Marx*, c'est aussi un retour aux sources décapant, parallèle à celui qu'effectue à la même époque Lénine, naguère grand admirateur de la social-démocratie allemande, pour son *l'Etat et la révolution* qui paraîtra en Russie quelques mois plus tôt (2).

Franz Mehring fut, de son côté, le premier marxiste en Allemagne qui fit connaître aux ouvriers la Révolution russe et s'efforça de les convaincre du bien-fondé de la tactique révolutionnaire des bolcheviks. Dans la



Couverture du livre de Franz Mehring. 180 F. En vente au prix de 171 F à la librairie « La Brèche ».

1. Voir l'article d'Ernest Mandel « Rosa Luxemburg et la social-démocratie allemande » dans le recueil « De la Commune à Mai 68 » (La Brèche) ou celui de Carlos Rossi : « Kautsky et le "centre orthodoxe" » dans le Cahier rouge de la série « Marx ou Crève », consacré au centrisme.
2. De ce point de vue on peut dire paradoxalement que c'est davantage le présent qui nous aide à comprendre le passé que l'inverse. Pour le travail de Lénine préparatoire à « l'Etat et la révolution » voir « le Cahier bleu » (Ed. Complexes).

série d'articles qu'il écrit, ses derniers travaux importants, il est encore le premier à caractériser le nouveau type d'Etat surgi alors : « *Les soviets sont la dictature du prolétariat ; ce régime est suffisamment souple pour laisser à toutes les couches des classes laborieuses un certain champ d'action ; mais il rencontre si peu d'obstacles dans son activité que, par sa manière directe de prendre des décisions, et d'exécuter ses mesures révolutionnaires, il dépasse tous les gouvernements révolutionnaires qui l'ont précédé* (3). »

## Marx en 585 pages

L'ouvrage est épais. Mehring l'aurait sans doute souhaité plus complet encore. Il a d'abord renoncé à écrire son projet initial : une biographie croisée sur Marx et Engels. Ensuite ce qui devait être « Vie et œuvre de... » est devenu simplement « Vie de... ». Sa préoccupation, comme il le dit dans sa préface, étant de s'adresser à « l'ouvrier instruit » et non au chercheur universitaire. Malgré tout, ses dimensions (sans parler de son prix) peuvent rebuter de prime abord. Ses richesses sont cependant à ses dimensions. Mehring a su être exhaustif sans être rebutant. Comme il le dit encore, le style ennuyeux n'est pas le seul possible.

Tout en suivant une trame chronologique (et il est difficile de pratiquer autrement une biographie), Mehring sait méditer des pauses dans le parcours :

— Des portraits-biographies des principaux camarades de Marx : sa compagne d'abord, Engels bien sûr, et beaucoup d'autres ; portraits rapides ou plus amples, repris sous divers angles (familles et amis, problèmes personnels et domestiques, Marx chez lui).

— Des esquises historiques : la révolution de 1848 en Allemagne se taille, comme il se doit, une part de choix ; mais aussi la guerre de Crimée, les querelles dynastiques, la marche à l'unité allemande et à l'unité italienne. Toute l'histoire particulièrement complexe et enchevêtrée du troisième quart du XIX<sup>e</sup> siècle européen est restituée là avec aisance, clarté, précision.

— De nombreuses remarques, réflexions, jugements personnels émaille le texte. Dialoguant avec le lecteur, Mehring ne se contente pas d'exposer les faits avec froideur, il s'implique et nous prend à témoin.

Aux antipodes des pesantes leçons dogmatiques auxquelles les ouvrages staliniens nous ont habitués, il éduque au passage, sans s'appesantir.

Le portrait de Marx qui se dégage de l'œuvre est un portrait « marxiste » de ce fait : c'est l'ensemble de ses relations, relations à son milieu, à sa famille, à son époque, à ses camarades, au combat de la classe à laquelle il a choisi de se lier, aux organisations qu'il a aidé à construire, qui définit l'homme Marx.

Mehring fuit comme la peste tout ce qui pourrait ressembler à une « vie de saint » du type des biographies pieuses et édifiantes que les bureaucrates fabriquent à l'usage des masses en gommant toutes les ombres et les contradictions. Il se fait, par réaction, une coquetterie de relever celles-ci, il en rajoute même parfois en « réhabilitant » jusqu'à un certain point des adversaires de Marx qui n'en méritent sans doute pas tant. Mais cette liberté de ton qu'Engels appréciait beaucoup chez lui vaut tout de même mieux que le conformisme béat et n'est pas le moindre charme de l'ouvrage, car elle provoque le lecteur à la réflexion.

Bien qu'il s'en défende dans sa préface, Mehring a tout de même consacré une large place à l'exposé des œuvres de Marx, du moins celles qui étaient connues alors. Ni la *Critique du Droit politique hégélien*, ni les *Manuscrits de 1844* (économie politique et philosophie), ni les *Grundrisse* ne l'étaient. *L'Idéologie allemande* n'a encore été publiée que très fragmentairement (4). Sur toutes les autres œuvres, nous avons droit à une présentation remarquable qui sait en donner l'essentiel. Le traducteur-présentateur, Jean Mortier, leur reproche leur didactisme. En quoi est-ce un défaut ? Ajoutons que Mehring s'évertue, chaque fois qu'il en a l'occasion de restituer leur tranchant révolutionnaire aux dites œuvres (5).

## Mehring, Lassalle et Bakounine

Mais les œuvres, ce sont aussi les organisations. Si sur la Ligue des communistes, Mehring a été limité par la rareté de la documentation disponible à l'époque (6), sur la 1<sup>re</sup> Internationale, en revanche, c'est une véritable histoire qui nous est offerte en trois chapitres.

Le plus contestable, dans cette œuvre, c'est le jugement que porte

3. Mehring mourra à 73 ans suite à l'assassinat des spartakistes avec qui il avait fondé un mois plus tôt, fin 1918, le Parti communiste. Le recueil le plus complet (quoique encore partiel) de ses œuvres ne compte pas moins de 15 volumes (édités en RDA).

4. Sur la genèse des idées de Marx, ou de Marx et d'Engels, nous disposons aujourd'hui d'un matériel important qui permet de rendre bien mieux compte de ces premières années. La polémique absurde qu'Althusser avait lancée sur le thème : « Quand Marx est-il devenu vraiment marxiste ? », a eu au moins l'avantage de nous aider à mieux comprendre nos propres racines, le lien entre la théorie et la pratique et la médiation décisive de l'organisation. En témoignent des œuvres comme : Ernest Mandel, « la Formation de la pensée économique de Karl Marx » (Maspero 1967). Michaël Lowy, « la Théorie de la révolution chez le jeune Marx » (Maspero 1970). Georges Labica, « le Statut marxiste de la philosophie » (Ed. Complexes, 1976). De 1955 à 1970, Auguste Cornu avait commencé à défricher ce terrain avec une monumentale biographie croisée K. M. et F. E. Malheureusement, sa mort a interrompu la parution (les 4 vol. parus aux P.U.F. s'arrêtent à 1846).

5. Le résumé du « Capital » en vingt pages est un petit chef-d'œuvre. Les livres II et III sont synthétisés par Rosa Luxemburg à qui Mehring avait laissé ce soin. C'est d'ailleurs à elle et à Clara Zetkin, les « derniers hommes du parti » comme elles se définissaient avec humour, qu'il dédie son livre : « L'amitié de ces deux femmes a été pour moi d'un inestimable réconfort à une époque de tourments où tant d'"intrépides et mâles champions" du socialisme ont été emportés comme feuilles mortes par le vent d'automne. »

son auteur sur deux adversaires politiques de Marx, reprochant à celui-ci une certaine injustice vis-à-vis de ces deux hommes. Mehring rend compte correctement des désaccords pour aboutir à une conclusion paradoxale. Nous ne serions pas surpris s'il n'était question que de Bakounine. Lénine, de son côté, qu'on ne peut soupçonner de tendresse pour les libertaires, affirme fortement dans son *Etat et la révolution*, contre toutes les déformations étatistes du marxisme, le but commun : la suppression de toute autorité, de tout Etat. Il aimait aussi dire en 1917, qu'en temps de révolution il échangeait volontiers cent mencheviks contre un anarchiste. Lassalle, en revanche, est le précurseur du « socialisme d'Etat » (7) et, comme tel, même si ses mérites de premier organisateur d'un mouvement ouvrier organisationnellement indépendant sont grands, on ne peut l'assimiler au marxisme.

En fait, Mehring semble poursuivre deux idées liées : d'abord refuser les anathèmes faciles, le dogmatisme qui est la fin de la vie politique d'une organisation. Ainsi, tout en luttant contre le révisionnisme au tournant du siècle, il s'est opposé à la proposition de Rosa Luxemburg qui voulait exclure Bernstein du parti. Il est vrai qu'il sous-estimait le danger de gangrène. Bien que le SPD ait déjà éclaté au moment où sort son livre, peut-être a-t-il encore des nostalgies de mouvement ouvrier unifié. Au-delà, c'est la volonté de refuser tout sectarisme stérilisant, de prendre en compte le mouvement de la classe tel qu'il est avec tout ce qu'il charrie comme diversité et courants contraires, de prendre le mouvement ouvrier dans son développement, comme un tout organique. N'oublions pas qu'il a souffert très durement des exclusives lui aussi.

Ensuite, il y a sans doute, plus profondément encore, la volonté de ne pas commettre d'amalgames anachroniques. Lassalle et Bakounine, comme Proudhon et Blanqui, représentent fondamentalement des courants prémarxistes ; ce ne sont pas des traîtres à la Scheinedman, Noske (« *S'il faut un chien sanglant ce sera moi* ») ou Ebert (« *Je hais la révolution comme le péché* »), dirigeants du SPD qui seront les fossoyeurs de la révolution des conseils de 1918, les complices des assassins de Rosa, après avoir trempé jusqu'au cou dans la grande boucherie de 14-18.

Pour lui, il est clair qu'aucun d'eux ne se serait comporté comme eux (et il était encore loin d'avoir tout

vu, il semble qu'il en soit mort d'ailleurs) : « *La politique de nos dirigeants constitue la rupture la plus totale avec l'héritage de nos vieux maîtres, comme avec toute l'histoire et tous les principes de la social-démocratie tels qu'ils valaient jusqu'à maintenant. La suite logique sera un parti ouvrier social-nationaliste, réconcilié avec le militarisme et la monarchie, et acceptant les faibles réformes que l'on peut concéder au prolétariat dans une société capitaliste.* » (*Oeuvres*, T. 15.)

## Mehring et les philistins

En revanche, il ne s'exerce pas au jeu facile de mettre les prévisions de Marx en contradiction avec les rythmes de l'histoire, pont-aux-ânes obligé de la critique philistine. C'est en cela aussi que Mehring donne la mesure de ses positions révolutionnaires.

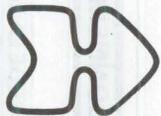
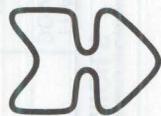
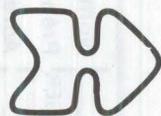
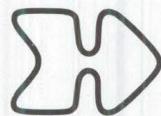
« *Le grand tort du philistin face au génie, dit-il, consiste à avoir formellement raison (p. 111).* » « *Le regard du génie qui sait distinguer le futur dans le présent voit les choses à venir avec plus d'acuité et donc aussi de façon plus rapprochée que le commun des mortels qui, lui, a du mal à se faire à l'idée que le repas puisse ne pas lui être servi à midi tapant (p. 135).* » « *Plus leur regard anticipait l'évolution future et plus ce futur leur paraissait proche. La lumière ne pouvait être qu'au prix de cette ombre (p. 179).* » « *Marx aussi bien qu'Engels — le second plus encore que le premier — ont, surtout dans leur jeunesse, trop cru à l'imminence des choses à venir et souvent ils ont espéré cueillir le fruit mûr, là où la floraison commençait à peine. Combien de fois ne les a-t-on pas pour cette raison taxés de faux prophètes ! Or passer pour un faux prophète n'est pas la réputation la plus enviable pour un homme politique. Cela dit, il faut distinguer les fausses prophéties qui naissent d'une pensée audacieuse, claire et incisive de celles produites par un esprit narcissique qui prend ses desirs pour des réalités. Dans ce dernier cas, la déception qui en résulte est démoralisante : le mirage disparaît sans laisser de traces ; dans l'autre elle est stimulante : la pensée recherche les causes de son erreur pour ainsi accéder à une connaissance nouvelle (p. 225-226).* »

C'est la même idée que l'on retrouve chez Lénine quand il écrit : « *Oui, Marx et Engels se sont beaucoup*

6. Un certain nombre de documents de la Ligue des communistes ne sont accessibles que depuis 1969 et permettent de reconstituer de manière plus précise certains éléments de son histoire et de son fonctionnement. Voir Bert Andreas, « la Ligue des communistes. Documents constitutifs » (1847) (Ed. Aubier).

7. Voir l'article de Sonia Dayan-Herzbrun dans « le Mouvement social » n° 95 (avril-juin 1976) : « Le socialisme scientifique de Lassalle. »

ABONNEMENTS



et souvent trompés dans leur foi en sa victoire, par exemple en 1848 en Allemagne... Mais de semblables erreurs de la part des titans de la pensée révolutionnaire, qui ont élevé le prolétariat du monde entier au-dessus des petites tâches routinières de chaque jour, sont mille fois plus nobles, plus grandes, et du point de vue historique, plus courageuses et proches de la vérité que la vile sagesse du libéralisme officiel qui se gargarise et s'enivre avec des airs de défi en proclamant la vanité des vanités révolutionnaires, la stérilité des luttes révolutionnaires et le charme des rêves "constitutionnels" des contre-révolutionnaires (T. XII). »

D'autant enfin, que le pronostic marxiste, comme l'explique Trotsky, « ne fait que mettre en lumière des tendances déterminées du développement... En même temps que lui, agissant des forces et des tendances d'un autre ordre qui, à un moment donné, passent au premier plan (8) ». « Les pronostics historiques se distinguent des pronostics astronomiques en ce qu'ils sont toujours relatifs. Il serait ridicule de faire une prédiction exacte lorsqu'il s'agit de la lutte de forces vives (9). » « Quicon-

que désire une prédiction précise des événements concrets doit se tourner vers les astrologues, un pronostic ne fixe pas une nécessité invariable c'est son orientation qui a de l'importance (10). »

## Les autres biographies

Jusqu'à la parution du livre de Mehring, nous disposions en français de deux livres sérieux (malheureusement épuisés) : de David Riazanov, compagnon de Trotsky, un des plus grands connaisseurs de Marx, dirigeant à Moscou de l'Institut Marx-Engels, liquidé par Staline : *Marx et Engels*. Il s'agit de neuf conférences faites à un public de militants ouvriers sur la vie et l'action des deux révolutionnaires. De dimension beaucoup plus modeste que le précédent, il est d'un abord plus facile. Ses deux premiers chapitres sont même supérieurs, car moins anecdotiques que chez Mehring. Ils nous montrent très clairement comment le marxisme permet d'expliquer sa propre apparition. En revanche le suivant, sur le milieu idéologique est beaucoup plus obscur, en partie à cause de sa concision. Mehring rend bien mieux compte de la jeunesse intellectuelle de Marx bien qu'ignorant quelques maillons essentiels de la genèse de son évolution. Pour le reste, l'ouvrage a les mêmes qualités de non-conformisme que celui de Mehring. Il est écrit en termes simples et souvent non sans humour. Riazanov n'hésite pas à pointer les erreurs et les fautes de Marx et d'Engels. Il ne suit cependant pas Mehring, avec qui il dialogue au cours de ses exposés, quant à ses appréciations de Lassalle et Bakounine. Sur Lassalle au moins, les documents découverts après la mort de Mehring, en Allemagne, sur ses rapports avec Bismarck, donnent évidemment largement raison à Marx quant à son appréciation de la politique du fondateur du premier parti ouvrier allemand, et de l'individu lui-même. Traduit une première fois par une maison d'édition du PC en 1927, l'ouvrage de Riazanov devait rester sous le boisseau jusqu'en 1968, année où Anthropos en fit une réimpression photographique.

Le deuxième ouvrage : *la Vie de Karl Marx, l'homme et le lutteur*, est de Boris Nicolaïevski et Otto Maenchen-Helfen. Comme le précédent, il a l'avantage d'être paru après celui de Mehring, donc de bénéficier de sources documentaires plus nombreuses

et de s'appuyer sur un terrain déjà défriché. Sa première édition française date de 1938 (l'original est paru en Allemagne en 1933... pour être ensuite brûlé par les nazis), une nouvelle édition augmentée de notes faisant le point des apports nouveaux des chercheurs est parue en 1970 chez Gallimard. De dimension intermédiaire, entre le Mehring et le Riazanov, il restitue aussi un Marx vivant, loin des « icônes inoffensives » devant lesquelles il ne reste plus qu'à s'agenouiller, dont parlait la compagne de Lénine.

Cependant Nicolaïevski est menchevik et son traitement des prises de position de Marx n'est pas neutre. A plusieurs reprises, l'étapisme et les transitions lentes se substituent au noyau dur de la pensée de Marx. Il y a un test toujours décisif, c'est la manière dont sont tirées les leçons des révolutions de 1848 et de la Commune. Alors que Mehring et Riazanov (plus nettement encore) parlent des erreurs de pronostic de Marx et d'Engels quant aux capacités révolutionnaires de la bourgeoisie en 1848 et de leur autocritique dans *l'Adresse* de 1850 (11), Nicolaïevski laisse entendre que cette adresse est un compromis qu'ils ont passé avec les gauchistes de la Ligue et qu'elle ne donne pas le fond de leur pensée. De même la démonstration faite par la Commune de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois est à demi contournée par ce dernier. En revanche, quelle volée de bois vert pour Bakounine ! Lassalle ne peut être sauvé vus les documents compromettants découverts en 1927.

Mehring et Riazanov, dirigeants du mouvement révolutionnaire dans leurs pays respectifs, conçoivent leurs livres comme des instruments de formation militante, intervention active dans la lutte de classes. Ce sont des œuvres de combat, où passe le souffle de ceux qui sont en train de faire l'histoire aux avant-postes. Chez Nicolaïevski et Maenchen-Helfen, le propos est plus modeste même s'il est également rigoureux.

Leur trait commun est cependant le refus de dissocier la pensée et l'action, la théorie et la pratique. Marx et Engels ne sont pas des penseurs en chambre, mais des militants. Et c'est par là que leur vie nous concerne.

8. Léon Trotsky, « Bilan de l'expérience finlandaise ». Avril 1940.

9. Léon Trotsky, « Où va la révolution soviétique ? », avril 1929.

10. Léon Trotsky, « l'Internationale communiste après Lénine » (PUF).

11. « L'adresse » a été publiée dans « Critique communiste » de mars 1983.

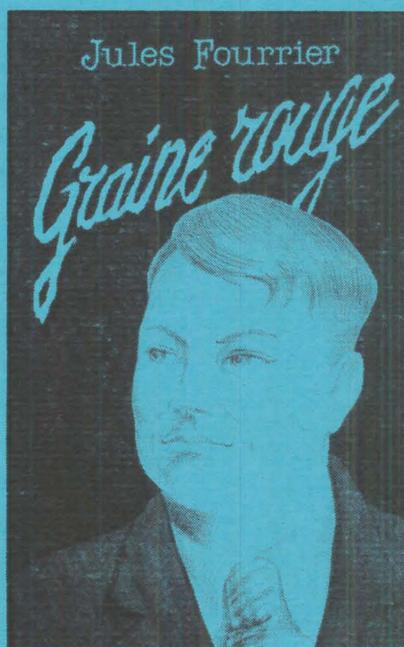
ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE, DOM-TOM		ETRANGER	
		400 F	150 F	450 F	160 F
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste					
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros					
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros					
Nom : .....		Prénom : .....		Adresse : .....	
Formule choisie : <input type="checkbox"/>		Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80			

**Avant vos vacances**

## **Passez à la librairie «La Brèche»**

- *des polars*
- *des BD*
- *des romans*
- *des ouvrages politiques*
- *des libraires prêts à répondre à toutes vos questions...*

La librairie sera ouverte tout l'été. Juillet et septembre: de 12 h à 20 h, le lundi de 14 h à 20 h. Août: de 12 h à 20 h, fermée le lundi.

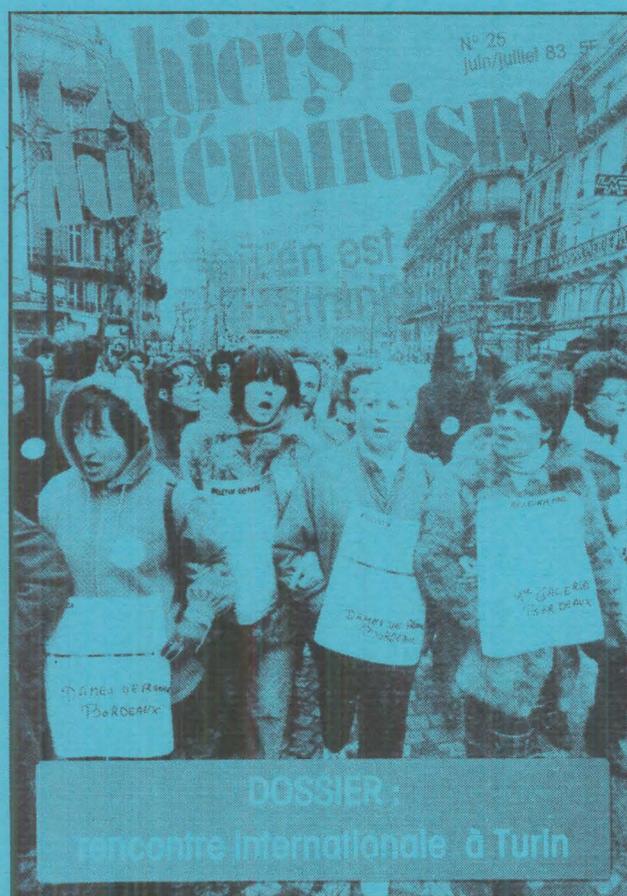


Les souvenirs d'un militant communiste, à travers le Front populaire, la Résistance jusqu'à la IV<sup>e</sup> Internationale

**176 pages 57 f**

**Editions «La Brèche»**

*En vente à la librairie «La Brèche»*



## **Où en est le féminisme ?**

Thème de ce N° des Cahiers